

DÉBAT PATRONAL 2022

La transformation de l'économie Camerounaise au centre de la réflexion



ACTUALITÉ

- GICAM/DGI : Pour un Système fiscal au service de l'entreprise et de l'économie
- Le secteur portuaire jette l'ancre aux petits déjeuners sectoriels : Acte 2
- Secteur privé et riposte aux VIH, paludisme et tuberculose : Bilan et perspectives

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

- Incertitude sur l'approvisionnement international et guerre Russo-Ukrainienne continuent de freiner la reprise de la croissance dans les Entreprises



ACCUEIL >>>
CENTRE D'ARBITRAGE
DU GICAM
CENTRE DE
DEVELOPPEMENT
DE LA
PARKING >>>

**LA MAISON DE
L'ENTREPRISE
DEPUIS 1957**

TOUS D'ACCORD POUR TRANSFORMER L'ECONOMIE CAMEROUNAISE, MAIS ALORS ...

Par **Célestin Tawamba**
Président du GICAM



Après des échanges ardues émaillés de divergences avec les autorités publiques sur les mesures conjoncturelles de riposte face aux crises multiples qui affectent notre économie, il nous a semblé nécessaire de revenir, un temps soit peu aux fondamentaux devant soutenir les réflexions de court terme. C'est ainsi que le 14 octobre dernier, nous avons convié au GICAM, une référence mondiale dans la conception, le suivi et l'évaluation des politiques économiques, le Professeur Célestin MONGA.

Cet enseignant-chercheur de renom, fils du pays, était le « Keynote Speaker » de la 4ème édition du Débat Patronal du GICAM dont le thème a porté sur les défis, les enjeux et les opportunités pour une transformation structurelle de l'économie camerounaise. Au détour de son exposé et des échanges avec les chefs d'entreprises, la conclusion que l'on peut tirer est implacable : Face aux crises et à l'exemple de plusieurs pays ayant réussi le saut qualitatif dans la transformation de leurs économies, le Cameroun doit se doter d'une stratégie claire, véritablement partagée entre le secteur public et les acteurs privés, fixant les priorités et capitalisant les atouts du pays.

Dans le cadre de cette stratégie, des réformes clés doivent être implémentées concernant les politiques budgétaires, commerciales, d'endettement. Elles serviront de leviers à une politique industrielle ciblée et adossée sur les avantages compétitifs du pays. A cet effet, un soutien plus affirmé de l'Etat aux créateurs de richesses est indispensable ainsi que des réformes de la politique monétaire.

Sur ce dernier point qui restait considéré en Afrique centrale comme un sujet tabou, les autorités de la sous-région semblent enfin ouvrir le débat. Alors que les Chefs d'Etats de la sous-région à l'issue de leur sommet de 2019 à Yaoundé avaient prescrit une réflexion sur les conditions et le cadre d'une nouvelle coopération monétaire avec la France, il a fallu trois ans pour que la Commission de la CEMAC ouvre la brèche avec l'organisation au mois de novembre 2022, d'un Colloque de haut niveau à Libreville sur le thème « Monnaie et Développement en Afrique Centrale ».

Malgré le faible écho donné à cette rencontre et la timide participation de certaines institutions

d'intégration dont la BEAC, ce colloque pourrait enfin créer l'électrochoc dont la sous-région a besoin pour désacraliser la problématique de l'adaptation des mécanismes qui gouvernent notre zone monétaire aux enjeux et aux réalités actuelles.

L'un de ces mécanismes, la fixité du taux de change paraît anachronique au regard de la situation économique actuelle de la zone (géographie des partenaires commerciaux, exposition aux chocs économiques, structure du système financier, niveau des réserves de change, ...). Ce régime de change est surtout en décalage avec les dynamiques choisies observées par les économies émergentes dans leur processus de développement.

Sur cette question comme sur bien d'autres, nous espérons que l'année 2023 ouvrira de nouvelles perspectives et de nouveaux chantiers porteurs de résultats concrets. De fait, l'année 2022 restera comme une année particulièrement difficile sur le plan économique et notamment pour les entreprises. Après le léger répit espéré sur le front de la crise sanitaire, elles ont une nouvelle fois été exposées au premier plan face à la crise inflationniste, alimentée dans un premier temps par les plans de relance post-covid et les perturbations des chaînes logistiques internationales et, dans un second temps, par la guerre russo-ukrainienne.

Dans un contexte de soutien très timide et tardif de la part des autorités publiques, la plupart des entreprises ont vu leurs résultats s'effondrer, les obligeant à multiplier des stratagèmes pour survivre. Le pays vit désormais à l'heure des pénuries car la machine productive est littéralement grippée et le système d'approvisionnement des marchés asphyxié.

A défaut de solutions conjoncturelles efficaces, jetons au moins les bases pour cette transformation structurelle de l'économie qui semble faire l'objet d'une totale convergence de points de vue. C'est notre appel déjà lancé à travers le Livre Blanc en fin 2020, et le Professeur Célestin MONGA l'a redit de manière plus factuelle au GICAM le 14 octobre 2022, en prenant soin de rappeler ce qu'est et surtout ce que peut devenir l'économie camerounaise.

Si nous le voulons de toutes nos forces... ■



Salle de formation

TARIF POUR NON MEMBRES

Description	Située au troisième étage
Capacité	15 personnes
Prix	100 000 FCFA HT / 1 jour 60 000 FCFA HT / 1 demi-journée

TARIF POUR MEMBRES

Description	Située au troisième étage
Capacité	15 personnes
Prix	75 000 FCFA HT / 1 jour 40 000 FCFA HT / 1 demi-journée



Salle d'Incubation

TARIF POUR NON MEMBRES

Description	15 places - WiFi - 10 ordinateurs PC + écran TV + Copeiur 3 en 1
Capacité	15 personnes
Prix	100 000 FCFA HT / 1 jour

TARIF POUR MEMBRES

Description	15 places - WiFi - 10 ordinateurs PC + écran TV + Copeiur 3 en 1
Capacité	15 personnes
Prix	75 000 FCFA HT / 1 jour



Salle André Siaka

TARIF POUR NON MEMBRES

Description	Située au rez-de-chaussée (Video projecteur, micro de table, micro pupitre, micro FM et écran de projection)
Capacité	200 personnes
Prix	450 000 FCFA HT / 1 jour 250 000 FCFA HT / 1 demi-journée

TARIF POUR MEMBRES

Description	Située au rez-de-chaussée (Video projecteur, micro de table, micro pupitre, micro FM et écran de projection)
Capacité	200 personnes
Prix	350 000 FCFA HT / 1 jour 175 000 FCFA HT / 1 demi-journée

ALL AGREE TO TRANSFORM THE CAMEROONIAN ECONOMY, BUT THEN ...

By **Célestin Tawamba**
President of GICAM



After arduous exchanges marked by differences with the public authorities on the short-term response measures to the multiple crises affecting our economy, we felt it was necessary to go back to the fundamentals that should underpin the short-term thinking. Thus, on 14 October 2022, we invited Professor Célestin MONGA, a world reference in the design, monitoring and evaluation of economic policies, to GICAM.

This renowned teacher-researcher and son of the country was the keynote speaker at the 4th edition of the GICAM Business Debate, whose theme was the challenges, issues, and opportunities for the structural transformation of the Cameroonian economy. From his presentation and discussions with business leaders, the conclusion that can be drawn is implacable: Faced with the crises and the example of several countries that have succeeded in the qualitative leap in the transformation of their economies, Cameroon must have a clear strategy, truly shared between the public sector and private actors, setting priorities, and capitalizing on the country's assets.

As part of this strategy, key reforms must be implemented in budgetary, trade and debt policies, to serve as levers for a targeted industrial policy based on the country's competitive advantages. To this end, stronger state support for wealth creators is essential, as well as monetary policy reforms.

On this last point, which has been considered a taboo in Central Africa, the authorities of the sub-region seem to be opening the debate. While the Heads of State of the sub-region at the end of their 2019 summit in Yaoundé had prescribed a reflection on the conditions and framework of a new monetary cooperation with France, it took three years for the CEMAC Commission to open the breach with the organisation in November 2022 of a high-level colloquium in Libreville on the theme "Currency and Development in Central Africa".

Despite the low profile of this meeting and the timid participation of certain integration institutions,

including BEAC, this conference could be a wake-up call for the sub-region to desecrate the issue of adapting the mechanisms governing our monetary zone to current challenges and realities.

One of these mechanisms, the fixed exchange rate, seems anachronistic in view of the current economic situation of the zone (geography of trading partners, exposure to economic shocks, structure of the financial system, level of foreign exchange reserves, etc.). This exchange rate regime is above all out of step with the dynamics observed by emerging economies in their development process.

On this issue as on many others, we hope that the year 2023 will open new perspectives and new projects that will bring concrete results. In fact, 2022 will remain a particularly difficult year on the economic front, especially for companies. After the hoped-for slight respite from the health crisis, they have once again been exposed to the inflationary crisis fuelled first by the post-Covid stimulus packages and disruptions to international supply chains and secondly by the Russia-Ukraine war.

In a context of very timid and belated support from the public authorities, most companies saw their results collapse, forcing them to multiply their stratagems to survive. The country is now living in a time of shortages because the production machine has literally seized up and the market supply system has been suffocated.

In the absence of effective cyclical solutions, let us at least lay the foundations for this structural transformation of the economy, which seems to be the subject of a total convergence of views. This is the call we already made in the White Paper on the cameroonian economy at the end of 2020 and Professor Célestin MONGA reiterated it in a more factual manner at GICAM on 14th October 2022, taking care to recall what the Cameroonian economy is and especially what it can become.

If we want it with all our strength... ■

ENSEMBLE VERS L'EMPLOI

Depuis 1993 !



BTS-LICENCE PROFESSIONNELLE
HND-PROFESSIONAL BACHELOR'S DEGREE
LICENCE ACADEMIQUE
MASTER PROFESSIONNEL
PROFESSIONAL MASTER'S DEGREE
MBA & EXECUTIVE MBA



SOMMAIRE

EDITORIAL

TOUS D'ACCORD POUR TRANSFORMER L'ECONOMIE CAMEROUNAISE, MAIS ALORS ...

DOSSIER

Débat Patronal Acte 4 :

LA TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE CAMEROUNAISE AU CŒUR DES ÉCHANGES

ACTU

- GICAM/DGI : POUR UN SYSTÈME FISCAL AU SERVICE DE L'ENTREPRISE ET DE L'ECONOMIE
- SE PARLER POUR SE COMPRENDRE
- LE SECTEUR PORTUAIRE JETTE L'ANCRE AUX PETITS DÉJEUNERS SECTORIELS : ACTE 2
- SECTEUR PRIVÉ ET RIPOSTE AUX VIH, PALUDISME ET TUBERCULOSE : BILAN ET PRERSPECTIVES

TABLEAUX DE BORD

2^{ème} trimestre 2022 :

INCERTITUDE SUR L'APPROVISIONNEMENT INTERNATIONAL ET GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE CONTINUENT DE FREINER LA REPRISE DE LA CROISSANCE DANS LES ENTREPRISES

CARNET DU GICAM

ILS NOUS ONT REJOINT

LE BULLETIN *du Patronat*



DIRECTEUR DE PUBLICATION

Célestin Tawamba

RÉDACTEUR EN CHEF

Aline Valérie Mbono

COORDINATION ET SUIVI ÉDITION

Nadine Blanche Mbochi

RÉDACTION:

Vincent Kouete

Linda Bika

Nadine Blanche Mbochi

Serge Lonang

Bagnoukoutek Ibel Didier

PUBLICITÉ

Dieudonné Samou

Mise en page : **Studio 27**

Tél. : +237 655 000 160

CRÉDIT PHOTOS

GICAM

Débat Patronal du GICAM, Acte 4

TRANSFORMER L'ÉCONOMIE CAMEROUNAISE : DÉFIS, OPPORTUNITÉS ET STRATÉGIES



Par **Vincent Kouete**

Directeur exécutif adjoint, GICAM

Le Débat Patronal, rendez-vous d'échanges de haut niveau du Patronat a pris ce 14 octobre 2022 son 4ème virage. Dans un contexte de fragilités socioéconomiques accentuées par diverses crises, le débat a abordé la problématique de la Transformation de l'économie Camerounaise sous l'angle des défis, des opportunités et des stratégies à adopter.

En guise de propos d'accueil, Madame Aline Valérie MBONO, Directrice Exécutive du GICAM, après avoir rappelé les thématiques des trois premières éditions, a souhaité la bienvenue au parterre de personnalités ayant fait le déplacement. Elle en a profité pour préciser les objectifs de la rencontre, ses enjeux et les motivations du choix de la thématique portant sur la transformation de l'économie dans le cadre des actions du Patronat.

Monsieur Jean Marie NKA, Journaliste hors échelle spécialisé sur les questions économiques, a introduit la Partie Débat de l'évènement. Partant du constat implacable d'une Afrique et d'un Cameroun en panne, il a chuté sur l'espoir que constitue la machine à idées très active et illustrée par la massive participation à cet évènement.

Le Key Note Speaker, Professeur Célestin MONGA a livré, en s'appuyant sur une présentation forte illustrée, son analyse des défis et ses propositions pour transformer l'économie camerounaise.

Pour planter le décor, l'orateur a pointé du doigt la faible appropriation de la pensée économique endogène pourtant riche des écrits des précurseurs comme Ossendé Afana et Tchuindjan Pouemi. Et pourtant, les exemples de transformation visibles existent et devraient inspirer des politiques plus efficaces.

Ces politiques doivent absolument adresser les questions fondamentales liées au capital (financier, physique), la force de travail et surtout la productivité technologique ; cette dernière composante restant malheureusement le parent pauvre des politiques actuelles, y compris celles inspirées par les institutions internationales.

Il a appelé, en reconnaissant le caractère polémique de la question, d'éviter le vrai-faux diagnostic qui fait de la corruption l'alpha et l'oméga des échecs des politiques économiques en Afrique. Prenant des exemples précis, il a appelé à invalider l'hypothèse





Célestin MONGA, Keynotespeaker

selon laquelle une croissance vigoureuse serait nécessairement corrélée à un bon classement sur les échelles de comparaison de l'indice de corruption.

Autres vrai-fausse hypothèses sur lesquelles le Professeur s'est attardé sont celles du déficit des infrastructures, du capital humain et la conception de l'exigence de stabilité macroéconomique et de réformes structurelles comme préalables à une croissance soutenue et donc à une transformation économique structurelle. Tous ceci illustré par des exemples tirés notamment de pays tels le Rwanda, la Corée du Sud et la Chine.

Le défi véritable est, selon le Professeur MONGA, de trouver la meilleure formule avec les capacités dont on dispose et d'éviter le piège de l'excès de réformes. Dans cette équation, la répartition de la force de travail est une question prépondérante.

Pour cela, il identifie quatre défis principaux que l'Afrique et les Africains doivent relever pour changer l'image de mendiant qui leur est associé :

- Le déficit d'amour propre qui induit une forte dépendance face au regard extérieur ;
- Le déficit de savoirs et de connaissances et notamment l'incapacité à copier ce qui marche et à le répliquer ;
- L'incapacité à résoudre les conflits en déployant des mécanismes endogènes appropriés ;
- Le déficit de leadership.

Pour cela et en termes de prérequis, il a appelé à réduire l'irrationnel, optimiser le choix des priorités, capitaliser le talent qui est, selon lui, « le Principal produit d'exportation », inculquer l'altruisme en chaque citoyen et la conscience d'un destin commun, et surtout l'attrait pour la connaissance, les idées et l'apprentissage.

Ayant posé ses bases, les réformes pour transformer l'économie devront porter sur :

- L'adoption d'une politique budgétaire et d'endettement prudente mais ambitieuse en fonction des besoins et des priorités ;
- La révision des indicateurs de mesure de la soutenabilité de la dette en tenant compte notamment des ressources naturelles dont dispose le pays ;
- La réforme de la politique monétaire et notamment celle du Franc CFA ;
- L'amélioration du ciblage sectoriel en matière de politique industrielle, sur la base d'une analyse des avantages compétitifs du pays ;
- Le soutien affirmé de l'Etat aux créateurs de richesses, notamment en matière de digitalisation, de financements pour les investissements longs, d'incubateurs, de développement adéquat des zones économiques spéciales, de formation professionnelle et de développement des relations inter-entreprises ;
- Etc.

A l'image des lions Indomptables, nous devons montrer, a conclu le professeur émérite, que dans les pires situations, nous sommes capables de gagner.



Célestin TAWAMBA, Président du Gicam

L'exposé du Key Note Speaker a été suivi d'une brève séance d'échanges avec les participants. Ce fut l'occasion pour Monsieur Emmanuel Ngankam Noubissie et la Professeure Viviane Ondoua Biwolé d'évoquer les questions relatives :

- Au sort qui sera réservé à toutes les énergies et toutes les propositions dans un contexte où le dialogue public-privé est en léthargie ;
- À la prise en compte des chocs externes récents dans les hypothèses de base de la SND 30 ;
- Et l'approche pluridisciplinaire indispensable intégrant l'histoire, la sociologie, la politique et, l'anthropologie.

En réponse, le Professeur Célestin MONGA a indiqué que la transformation requiert, d'une part, des dirigeants, l'adoption des bonnes méthodes pour identifier les bonnes personnes et les bonnes idées et d'autre part, la capacité des porteurs de bonnes idées à trouver les mécanismes indiqués pour se faire entendre par les décideurs.

Le Panel d'échanges a été introduit par l'intervention du Docteur Acha LEKE, s'exprimant depuis l'Afrique du Sud. Tirant les leçons de l'expérience que quelques pays ayant eue des résultats intéressants au cours des dernières années, il a relevé les facteurs que sont :

- La qualité de la stratégie de développement élaborée de manière endogène et suivant une approche participative ;
- La déclinaison de la stratégie en nombre restreint de projets et de réformes ;
- La mobilisation des acteurs autour des projets et particulièrement le secteur privé local et international ;
- La qualité du dispositif institutionnel d'implémentation.

En termes de réformes clés, il a évoqué entre autres :

- La qualité du dialogue public-privé qui devrait reposer sur une reconnaissance sincère et une valorisation effective du secteur privé ;
- La qualité du dispositif de pilotage ;
- La digitalisation et sa mobilisation comme levier à la construction du capital humain.

Monsieur FOHOPA Remon, intervenant au nom du Ministère Délégué chargé de la Planification auprès du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, invité à se prononcer sur la validité actuelle des hypothèses de la SND30, est revenu sur les principales articulations du processus de planification dans lequel s'inscrit cette stratégie.



La dynamique enclenchée par le DSCE, première phase de mise en œuvre de la vision 2035, a été freinée par les chocs externes, obligeant le pays à revenir à des ajustements conjoncturels. Aussi, la SND30 succédant au DSCE s'appuie sur un diagnostic partagé ayant impliqué le secteur privé et a fait un choix fort ; celui de la transformation structurelle de l'économie. Cependant, sa mise en œuvre se heurte aux crises récentes. Fort heureusement, la stratégie avait prévu des mesures d'adaptation qui peuvent être judicieusement activées.

Le Docteur Eric NJONG, dans sa position de Chef d'Entreprises œuvrant notamment dans les BTP, a relevé l'importance de la démarche. Celle-ci doit être inclusive dans l'identification des problèmes et la définition des solutions pour réussir ce que d'autre font déjà très bien.

Selon lui, les objectifs de la SND sont pertinents mais la question reste celle de l'approche à adopter pour mettre en synergie les différentes énergies. Une démarche cluster pourrait par exemple permettre de résoudre des questions de déficits de production dans certaines filières.

S'agissant du secteur des infrastructures en particulier, il revient aux investisseurs locaux de faire preuve de dynamisme et de sérieux pour se hisser à la hauteur des multinationales actives dans le secteur.

Monsieur Dieudonné ESSOMBA, le dernier membre du Panel a souhaité insister sur les questions considérées comme périphériques mais prenant pourtant une importance prépondérante comme freins à un décollage économique. Au rang de ces facteurs, il a énuméré :

- Le statut sociologique de l'entrepreneur très souvent perçu comme un prédateur ;
- La perception de l'impôt comme juste rémunération de l'utilisation des infrastructures publiques ;
- La politique du pouvoir d'achat axée uniquement sur le contrôle des prix et non sur l'amélioration des revenus ;
- La prise en compte du jeu des acteurs ;
- La centralisation ;
- La restriction des marges de manœuvre aux seules politiques budgétaires.

Pour débloquer le système, l'expert recommande de s'inspirer de l'expérience suisse du Wir (une monnaie complémentaire) pour mettre en place un système d'échange local basé sur une monnaie binaire.

Les participants ont salué la qualité du Panel et des différentes contributions. Pour les enrichir davantage, ils ont évoqué :

- La performance opérationnelle à travers la digitalisation, la formation continue, etc. ;
- L'évaluation de la performance des administrations publiques ;
- La faisabilité institutionnelle et juridique d'une seconde monnaie ;
- La codification des réalités sociologiques et des facteurs non économiques ;
- L'optimisation des rôles régulateur et producteur de l'Etat ;
- La problématique de l'inclusivité de la croissance et la prise en compte des classes moyennes.

Le mot de clôture est revenu au Président du GICAM, Monsieur Célestin TAWAMBA, qui a d'abord tenu à remercier le Professeur Célestin MONGA ainsi que toutes les personnalités ayant fait





Madame Zakiatou DALIL

Directrice Administratives et
ressources Humaines
Groupe NANA BOUBA

1- Que pensez-vous du débat patronal?

Le débat patronal que nous propose le Gicam chaque année est pour moi un lieu privilégié d'échange d'idées et de stratégie pour le développement de nos entreprises mais aussi de notre économie nationale.

2- Que reprenez-vous?

Le point fort du débat du patronal du 14 octobre dernier a été l'intervention du Professeur Célestin Monga. Ce que je peux retenir en 3 points :

Prendre de conscience que les pays qui ont émergé ces dernières années en l'occurrence la Chine, Singapour Brésil et même le Nigeria et plus récemment le Rwanda sont partis zéro et les pronostics selon les grands standards internationaux n'auguraient rien de bon avec les taux pauvreté, la corruption et l'analphétisation au rouge. Pour se développer, ont créé leur propre monnaie. Ils ont également mis en place une politique incitation à l'investissement dans leur pays notamment réduire les barrières fiscales, réduire le coût de la main d'œuvre locale. Apprendre un peu partout là ils pouvaient apprendre et revenir chez eux améliorer ou implémenter.

Il faut retenir que les critères de classification des organismes internationaux et les politiques d'ajustements structurelles préconisés pas les structures financières internationales ne sont pas toujours adaptés à notre contexte et ne tiennent pas compte de certaines réalités propre à nos pays surtout en Africain.

C'est nous qui devons améliorer ou changer notre économie n'attendons pas toujours le miracle venir de l'extérieur. Nous avons tous le potentiel que ce soit humain ou minier pour être un pays « développer » au sens des standards internationaux.

Bref, nous devons recentrer nos politiques sur nous avant d'aller chercher le miracle ailleurs.

3- Avez-vous des remarques ou attentes particulières pour les prochaines éditions ?

Pas grande chose sinon qu'il nous faut plus de temps et toujours nous apporter des intervenants de haut vol pour nous édifier.



Monsieur Philippe BOUPDA

Directeur Général, DIOOL

Que pensez-vous du Débat Patronal?

C'est une occasion régulière pour nous, acteurs du monde économique et tout particulièrement de l'entreprise au Cameroun, de se rencontrer/écouter et débattre des sujets importants de notre société.

Que reprenez-vous?

Des derniers débats, je ressors convaincu que notre pays tient bien évidemment les clés de son succès dans sa main.

Avez-vous des remarques ou attentes particulières pour les prochaines éditions ?

Ma réponse aura peut-être un biais (sourires)...

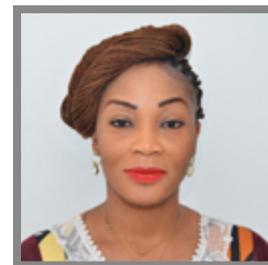
Mais je dois dire que j'ai apprécié l'effort d'innovations technologiques fourni par le GICAM à cette occasion afin de rendre accessible à distance et au plus grand nombre le Débat Patronal. Il faudrait d'ailleurs sur de prochains événements similaires, poursuivre cet effort avec des ajustements en termes d'exécution et surtout de communication élargie sur différents canaux.

Concertation

GICAM/DGI : POUR UN SYSTÈME FISCAL AU SERVICE DE L'ENTREPRISE ET DE L'ECONOMIE

Par **Nadine Blanche Mbochi**

Responsable communication, GICAM



C'est dans la perspective de la Loi de finance 2023 que le Directeur Général des Impôts (DGI), M. Modeste Mopa Fatoing effectue une tournée de concertation avec les acteurs du secteur privé dans la ville de Douala.

Le point d'ancrage ce mercredi, 14 septembre 2022, était le siège du GICAM, la Maison de l'Entreprise, où il a été chaleureusement accueilli par son porte-parole, M. Célestin Tawamba, accompagné d'un important parterre de Chefs d'entreprise.

Cette rencontre visait à recueillir les propositions du GICAM pour l'amélioration du système fiscal en général et ses attentes pour la Loi de Finances 2023 en particulier. Les échanges ont aussi porté sur la fiscalité locale pour laquelle un projet de loi est en gestation.

Le Président du GICAM dans son mot de bienvenu a salué tout le travail abattu jusqu'à ce jour par la DGI pour l'amélioration de l'environnement économique camerounais. Il a salué la disponibilité et l'écoute dont fait preuve le DGI et surtout ses résultats significatifs sur le front de la modernisation de l'administration fiscale, notamment en matière de digitalisation et dans la mobilisation des recettes.

Toutefois, ces résultats ne doivent pas faire perdre de vue la nécessité de reformer un système fiscal qui

reste confiscatoire et dissuasif.

Parmi les griefs des Chefs d'Entreprise à l'égard de ce système, le Président du GICAM a évoqué les points suivants :

- Des entreprises se retrouvent à payer un impôt sur les sociétés équivalent à 40, 50, 60% voire plus du bénéfice brut ;
- Une entreprise en perte paie l'impôt sur le bénéfice ;
- L'obtention de l'ANR continue, malgré les aménagements effectués, de s'ériger en un obstacle à la poursuite des activités qui génèrent justement les revenus au paiement de l'impôt réclamé ;
- Des Entreprises se voient notifier des redressements exorbitants, dépassant parfois leur chiffre d'affaires ;
- L'accès au contentieux fiscal requiert la mobilisation de fonds importants ce qui constitue un facteur de blocage pour celles qui n'en disposent pas et d'importantes immobilisations de trésorerie pour les autres, au point de bloquer en trésorerie pour les contribuables qui en disposent.





Pour le Président Tawamba, ceux-ci traduisent entre autres l'absence de confiance qui peut exister entre l'Administration Fiscale et les Entreprises !

Pour y remédier le Patron des Patrons a formulé quelques recommandations :

- Le changement de paradigme fiscal, avec un rapide retour à l'imposition des entreprises basé, non pas sur le chiffre d'affaires, mais sur le bénéfice réalisé ; le principe d'IS mensuel ayant dénaturé le principe économique qui régit l'imposition sur le revenu ;
- L'implication du Patronat, en amont de la préparation de la Circulaire de cadrage budgétaire du Président de la République ;
- La prise en compte dans la Loi des Finances 2023 du contexte économique fait d'entreprises grandes, moyennes et petites, qui souffrent et manquent d'oxygène du fait de crises successives ces dernières années, au point de naviguer entre la baisse de l'activité pour certains, l'arrêt complet pour d'autres et du basculement dans l'informel pour d'autres encore ;
- L'instauration d'un véritable climat de confiance dans le dialogue entre l'administration fiscale et le Patronat et, d'une manière générale, entre l'Etat et le Secteur privé. Un dialogue et une concertation empreints de sincérité et de compréhension mutuelle.

A la suite du Président du GICAM, le DGI a adressé aux Chefs d'Entreprise son rappel pour le dialogue cordial et sincères avec l'Administration fiscale : « je suis venu à Douala vous tendre la main », a-t-il déclaré.

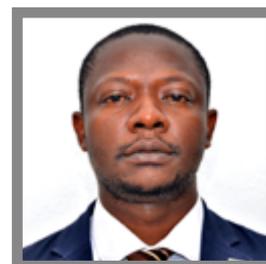
Le DGI, Modeste Mopa s'est voulu rassurant en précisant que les propositions formulées par le GICAM seront la principale source d'enrichissement de la modification de la Loi de Finances 2023.

Il a par ailleurs ajouté que « celles des propositions qui n'appellent pas une modification de la législation fiscale en vigueur et dont la pertinence est avérée feront l'objet d'une application immédiate aux moyens de mesures administratives. »

A la suite du DGI, les griefs et propositions du secteur privé ont été présentés de façon détaillée dans l'exposé de Mme Laure Kenmogne, Présidente de la commission fiscale, parafiscale et douanière du GICAM et M. Pierre Emmanuel EMOKE, membre de ladite commission.

De cette rencontre attendue avec beaucoup d'intérêt par les deux parties, il en ressort une volonté manifeste et commune d'engager des réformes pour bâtir une économie viable et prospère, et un système fiscal performant et favorable au développement des affaires..





Concertation GICAM/BAD

SE PARLER POUR SE COMPRENDRE

Par **Serge Alain Lonang**

Chargé d'études économiques, GICAM



Photo de famille

La salle de conférence « André SIAKA » du GICAM a accueilli le lundi 26 septembre 2022, une importante séance de travail entre les équipes de la BAD (Banque Africaine de Développement) et celles du GICAM.

Dans une démarche innovante, la BAD est venue présenter au secteur privé camerounais les possibilités d'accompagnement existantes au sein de la Banque en faveur des initiatives privées. Pour l'occasion, la forte délégation de la BAD était conduite personnellement par son Directeur Général pour l'Afrique Centrale, Monsieur Serge N'GUESSAN. Elle a été reçue par le Président du GICAM, Monsieur Célestin TAWAMBA qu'accompagnaient ses principaux collaborateurs, notamment Madame Aline MBONO Directrice Exécutive, Monsieur Francis SANZOUANGO Directeur de Cabinet du Président et Monsieur Vincent KOUETE Directeur Exécutif Adjoint. Y ont également pris part un certain nombre de chefs d'Entreprises et de Présidents de commission au sein du GICAM.

Quatre articulations ont meublé la séance de travail :

1. Le mot introductif du Président du GICAM ;
2. Le mot de circonstance du DG Afrique Centrale de la Banque ;
3. Les échanges ;
4. La remise du livre blanc du GICAM.

Le mot introductif du Président du GICAM lui a permis de revenir sur les appréhensions des Entreprises privées sur l'action de la BAD, dont les financements à l'endroit du secteur privé restent très faibles et n'ont représenté que 6,3% de l'ensemble des financements en faveur du Cameroun entre 2015 et 2022, de l'aveu même du Directeur Général Afrique Centrale.

La visite de la BAD au GICAM ce jour est donc perçue comme le signe d'un début de changement de paradigme dans l'action de l'institution en faveur du financement du secteur privé. Dans cette perspective, le Président du GICAM a indiqué la nécessité d'une adaptation des mécanismes de financement de la BAD aux besoins et aux réalités de nos Entreprises. Cette révolution est indispensable pour permettre une meilleure contribution à la création de richesses et d'emplois et l'amélioration des conditions de vie des populations. Il souhaite également une plus grande implication de l'institution dans le renforcement du dialogue entre le secteur public et le secteur privé.

À la suite du Président, Monsieur N'GUESSAN a prononcé un mot circonstance qui été suivi par une série d'exposés sur les actions de la BAD envers le secteur privé.

Dans son mot de circonstance le Directeur Général a précisé l'objectif de la mission en cours à Douala qui est la préparation du futur document de stratégie pays (DSP) de la BAD pour le Cameroun pour la période 2023- 2030.



Cette nouvelle stratégie aura comme objectif global « la transformation structurelle pour une croissance forte, inclusive et durable ». Elle sera déployée autour de deux axes. Le premier sur l'industrialisation à travers notamment la transformation agricole ; et le second sur le capital humain et la gouvernance.

Dans le cadre de ce nouveau DSP, la BAD entend accroître significativement la part allouée au secteur privée. « Je suis aujourd'hui à Douala, au siège de l'Organisation patronale qui représentent le secteur privé pour affirmer notre volonté à augmenter le nombre de projets financés par la BAD et le volume de financements alloués au secteur privé en Afrique centrale en commençant par le Cameroun, la locomotive économique de la région », tels sont les mots de rupture prononcés par le Directeur général. Pour lui, la rencontre de ce jour se voulait donc le « début d'un renforcement de la collaboration entre la BAD et le secteur privé de la sous-région Afrique centrale ».

Il a ainsi appelé les Entreprises à formuler des projets et à solliciter l'accompagnement de la BAD, principalement dans les secteurs de l'énergie, du transport, l'agriculture, l'élevage, l'industrie et les industries médicales.

Différentes présentations et échanges ont suivi ces deux allocutions. Elles ont porté successivement sur :

- Les opportunités pour le secteur privé des actions de la BAD ;
- Les instruments de financement pour le climat de la BAD ;
- Les offres de financement pour les investissements dans les infrastructures ;
- Les financements de la BAD au profit des femmes entrepreneurs.

Au terme des échanges qui ont suivi, les deux parties ont résolu de la mise en place d'un cadre d'échange permanent qui sera concrétisé par la formalisation prochaine d'une convention de partenariat.

La dernière articulation de la séance de travail a été la remise solennelle, par Monsieur Célestin TAWAMBA, du Livre Blanc de l'économie Camerounaise, au Directeur Général Afrique Central de la BAD.

La rencontre s'est achevée par une photo de famille suivi d'un entretien avec la presse économique de la ville qui pour l'occasion s'étaient massivement donné rendez-vous au sein de la Maison de l'Entreprise.



Rencontre

LE SECTEUR PORTUAIRE JETTE L'ANCRE AUX PETITS DÉJEUNERS SECTORIELS : ACTE 2

Par **Linda Bika**

Chargé d'études économiques, GICAM



La deuxième édition des petits déjeuners sectoriels du GICAM s'est tenue le jeudi, 22 septembre 2022 à 9h30, dans la salle de Conférence André SIAKA du GICAM, sis à Douala. Elle a porté sur le secteur portuaire, et a vu la participation d'un ensemble d'acteurs qui interviennent dans la chaîne de valeurs du commerce extérieur. Étaient représentées dans le panel, les structures suivantes : le Port de Kribi, par M. Enongue James ; le Guichet Unique des opérations du commerce extérieur, par M. Oubiliték Lionnel et le CNCC par Mme Makasso Armelle.

L'introduction, réalisée par Madame Aline Valérie Mbono, Directrice Exécutive du GICAM, a permis de planter le décor, notamment quant aux objectifs du concept de «Petits Déjeuners Sectoriels (PDS)» au GICAM. Dans son propos, la Directrice Exécutive a souligné que ce concept permettait aux entreprises de trouver solutions aux problèmes qui entravent le bon déroulement de leurs activités, sur une thématique bien précise. Elle a ainsi ouvert les travaux, tout en s'excusant de ne pas pouvoir y prendre part, du fait de certaines obligations.

À la suite du mot d'introduction de la Directrice Exécutive, les travaux se sont poursuivis par la présentation de M. Enongue. Dans son propos, il a présenté le Port de Kribi, tout en indiquant la nuance existant entre cette entité et le Port Autonome de Kribi (PAK). En effet pour lui, le Port de Kribi est l'entité responsable de réceptionner et expédier les navires. Il régule et coordonne les activités portuaires, accompagne les opérateurs voulant faire de l'import-export et assure la sécurité des marchandises. Doté d'un quai de 350 mètres et d'une profondeur de 16 mètres, il peut ac-

cueillir des navires ayant une capacité allant jusqu'à 11 000 EVP. Les Infrastructures et les équipements sont conformes aux meilleurs standards internationaux.

Dans la suite, M. Oubiliték a présenté le Guichet Unique, et son rôle moteur dans l'accompagnement des opérateurs du commerce extérieur. Pour cet interlocuteur, le rôle principal du Guichet Unique est de simplifier les procédures du commerce extérieur. Pour ce faire, il réunit l'ensemble des intervenants dans les opérations du commerce extérieur en un même sein. Ses missions sont ainsi : la réduction des délais de passage des marchandises ; la simplification des procédures relatives aux importations et aux exportations et par conséquent l'amélioration de la qualité de services des opérateurs et de la place portuaire dans son ensemble ; l'amélioration de l'activité économique et en accroître les retombés aux ports de Douala et Kribi ; l'ouverture des places portuaires au reste du monde dans le but de le propulser au niveau des places portuaires les mieux organisées et les plus modernes du monde. Afin d'optimiser les opérations des clients, cette entité a mis sur pied le Guichet Unique électronique, qui est une plate-forme informatique qui met en relation de manière virtuelle les différents acteurs du commerce extérieur. Il a été conçu pour apporter des améliorations significatives dans le déroulement des procédures. Les opérateurs économiques ou leurs transitaires peuvent accomplir à distance toutes les procédures liées à l'importation et à l'exportation à travers Internet ou le réseau privé sécurisé du Guichet Unique. Par le même circuit, ils accèdent également au réseau à valeur ajoutée du Système Informatique Douanier (SYDONIA).





Enfin, les prérogatives et missions du CNCC ont été présentées par Mme Makasso Armelle. Elle a souligné les différentes missions du CNCC, notamment la formation des chargeurs, l'assistance aux chargeurs et l'information. A ce propos, le CNCC a mis sur pied le tout premier Trade Information Portal du Cameroun. Il traite des aspects juridiques, commerciaux, institutionnels du commerce international et du transport international des marchandises en République du Cameroun. Il a pour vocation de faciliter l'accès à l'information sur les exigences et les règles du commerce extérieur du Cameroun. En outre, à travers son déploiement sur le terrain, il parvient à fournir des données et statistiques fiables et à jour sur les différentes problématiques que rencontrent les chargeurs et autres opérateurs dans leurs activités. Cette entité, sous tutelle du Ministère des Transports, s'emploie également dans la signature de partenariats pour faciliter les échanges aux entreprises (exemple du partenariat avec l'APME). Elle réalise également des sensibilisations aux entreprises que les risques de laisser trainer les marchandises aux ports.

Ces présentations ont, par la suite, laissé place aux échanges avec les opérateurs présents. Différentes préoccupations ont été relevées de la part de certaines organisations, telles que (i) l'absence de certaines compagnies maritimes (MSC, MAERKS) au port de Kribi ; (ii) la relative cherté du scanner au port de Kribi par rapport au port de Douala ; (iii) l'absence de base de calcul des honoraires d'agrée en Douane (HAD) et (iv) la problématique autour de l'obtention du certificat phytosanitaire en ligne.

Diverses réponses ont été apportées à ces préoccupations. (i) Le Port de Kribi a fait mention du fait que les compagnies sus mentionnées sont en voie d'intégrer le consortium KCT à Kribi. De plus, la compagnie MARKS fait le transbordement avec Douala et Pointe Noire, et est de ce fait présent au Port de Kribi. (ii) Pour ce qui est du prix du scanner, le port de Kribi fait savoir qu'il dépend de la volumétrie des cargaisons. De plus, ils pratiquent des prix attractifs, afin de fidéliser leur clientèle. En outre, il souligne qu'aucun monopole n'existe au port de Kribi, les opérateurs disposent ainsi des mêmes chances d'obtenir un espace de stockage. (iii) Pour ce qui est du certificat phytosanitaire, la procédure de certification phytosanitaire est initiée par l'exportateur ou son mandataire à travers le formulaire e-FORCE, précisément à l'étape de « Prise en Charge », du fait de la dématérialisation.

Quelques recommandations ont été faites, notamment : (i) l'harmonisation des coûts du scanner sur un certain nombre de marchandises à l'export ; (ii) l'intégration des autres opérateurs au panel lors des prochaines sessions, notamment les transitaires en douane, aconiers, consignataires etc... ; (iii) harmoniser la base de calcul des HAD ; (iv) améliorer les infrastructures portuaires au port de Kribi.

Cette session s'est ainsi achevée sur la formulation de ces recommandations, ponctuée du partage du déjeuner.

Sous projet santé en Entreprise

SECTEUR PRIVÉ ET RIPOSTE AUX VIH, PALUDISME ET TUBERCULOSE : BILAN ET PERSPECTIVES

Par **Didier Ibel Bagnoukoutek**
Coordonnateur National

Le Gouvernement du Cameroun a fait de la lutte contre le VIH, la Tuberculose et le Paludisme une de ses priorités en matière de développement.

C'est dans ce contexte que le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la Tuberculose et le Paludisme soutient le Cameroun depuis une vingtaine d'années. La gratuité des antirétroviraux, des antituberculeux et des antipaludéens pour les enfants de 0 à 5 ans résulte des subventions que notre pays reçoit de ce partenaire international.

Dans le cadre du troisième cycle de financement du Fonds Mondial désigné « New Funding Model (NFM3) », qui s'étend du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023, le secteur privé a été inscrit au rang des priorités de la riposte aux trois maladies au Cameroun.

Au terme du processus d'appel à manifestation d'intérêt N°000834/AMI/MINSANTE/STBP du 13 août 2020, le Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM) a été sélectionné en qualité de Sous Récipiendaire du MINSANTE/CNLS.

Dans le cadre du NFM3, le GICAM est chargé de la mise en œuvre du sous projet transversal portant sur l' « **Engagement du Secteur Privé à la riposte au VIH, à la Tuberculose et au Paludisme** ».

Ce financement est une opportunité de PPP¹ pour contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux en matière de lutte contre le VIH et le Sida, la Tuberculose et le Paludisme.

Nonobstant le retard accusé en 2021, la mise en œuvre des activités du sous projet a connu un véritable coup d'accélérateur à partir du premier trimestre de l'année 2022.

La présente synthèse prévoit un succinct rappel des objectifs du sous projet, une photographie des activités réalisées par l'Unité de Coordination du Sous projet du GICAM à la fin du 1^{er} semestre 2022 et un zoom sur les prochaines étapes.

I- Objectifs du projet

Ce projet s'articule autour de trois principaux objectifs :

- Contribuer à la réduction des nouvelles infections liées au VIH, à la Tuberculose et au
- Paludisme ;
- Contribuer à la lutte contre la stigmatisation

¹ Partenariat Public-privé

² Comité National de Lutte contre le Sida

³ Comité d'Hygiène et Sécurité



et la discrimination ;

- Contribuer à la mobilisation des ressources par le secteur privé.

II- Etat de mise en œuvre de la subvention

Au 30 juin 2022, les activités ci-après ont été menées :

III.1. Activités préliminaires du sous projet :

1. Recrutement d'un Consultant au mois de novembre en vue de l'élaboration d'une cartographie des entreprises qui investissent dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme dans le monde du travail au Cameroun ;
2. Formation au mois de décembre 2021 des superviseurs et des agents de collecte des données dans le cadre de la cartographie sus visée ;
3. Organisation d'une cartographie des entreprises qui investissent dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme du 10 décembre 2021 au 25 janvier 2022 dans les régions de l'Ouest, du Littoral, du Centre, du Sud, de l'Est et du Nord ;
4. Organisation d'un atelier de validation du rapport d'étude de la cartographie nationale des entreprises le 02 février 2022 à Douala ;
5. Transmission du rapport d'étude final de la cartographie nationale au CNLS².
6. Finalisation du processus de recrutement du personnel de l'Unité de Coordination du sous projet au mois de janvier 2022

III.2. Activités de conception et d'actualisation des outils de communication et de collecte des données :

Au mois de janvier 2022 :

1. Organisation d'un atelier d'élaboration des outils de communication (Boîtes à images, affiches etc...) et de collecte des données ;
2. Organisation d'un atelier de validation desdits outils ;
3. Impression et distribution des outils de communication aux Points Focaux des entreprises et aux membres des CHS³ au cours des ateliers de formation ;

III.3. Activités de formation des acteurs sur la

prévention des trois maladies et de la lutte contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et la tuberculose dans le monde du travail

Entre mars et juin 2022 plusieurs activités de renforcement des capacités des acteurs des entreprises et du MINTSS⁴ ont été organisées dans les villes de Douala, Kribi, Mbalmayo, Ebolowa, Bertoua et Garoua :

1. Organisation **d'un atelier** de conception, d'actualisation et de traduction des modules de formation des points focaux des entreprises, des membres des CHS et des inspecteurs de travail sur la prévention des trois maladies;
2. Formation de **douze (12)** formateurs des points focaux d'entreprises, des membres de CHS et des inspecteurs de travail;
3. Formation de **63 Points Focaux d'entreprises** sur la prévention des trois maladies au terme de 03 sessions de formation;
4. Formation de **34 Inspecteurs du travail** en qualité de points focaux sur la lutte contre les trois maladies et les techniques de communication ;
5. Formation **101 membres des CHS** sur les trois maladies et les techniques de communication à l'issue de 06 sessions de formation ;
6. Formation de **200 inspecteurs du travail** sur la lutte contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et à la Tuberculose au terme de 07 sessions de formation ;
7. Formation de **135 membres des CHS** sur la lutte contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et à la Tuberculose.

III.4. Actualisation du document-cadre d'orientation de la lutte contre le VIH-sida en milieu de travail

1. Introduction auprès du CNLS d'une demande de non objection relative à l'organisation d'un atelier de révision du document-cadre d'orientation de la lutte contre le VIH et le sida dans le monde du travail ;
2. Elaboration et transmission des termes de références de cette activité auprès CNLS.

III.5. Mobilisation des ressources additionnelles

1. Introduction et suivi de la demande d'autorisation en vue du recrutement d'un responsable du Partenariat et de la Communication en charge de la mobilisation des PPP et des ressources ;
2. Des échanges de correspondances avec le CNLS ont eu lieu sur les précisions salariales et la durée de travail dudit responsable.

⁴ Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale

⁵ Programme National de Lutte contre la Tuberculose

⁶ Bureau International du Travail

III.6. Elaboration d'un guide d'orientation pour la lutte contre la stigmatisation et la discrimination en lien avec le vih/sida et la tuberculose.

1. Recrutement d'un consultant et lancement des activités d'élaboration du Guide d'orientation ;
2. Organisation à Douala le 24 juin 2022, d'une réunion de validation de la démarche méthodologique de cette mission en présence des représentants des programmes notamment le CNLS, le PNL⁵, les groupements patronaux (GICAM, SYNDUSTRICAM, ECAM, CCIMA)
3. , du MINTSS, du BIT⁶ et des syndicats des travailleurs.

IV. Perspectives du sous projet (2nd semestre 2022)

- Organiser une réunion de plaidoyer de haut niveau coprésidée par le MINTSS, le MINSANTE et le MINFI direction des présidents et autres membres des bureaux des regroupements patronaux ;
- Organiser par le biais des groupements patronaux (GICAM, ECAM, MECAM) 18 sessions de plaidoyer et de consultations techniques en direction de leurs membres en vue de l'élaboration et la signature des conventions PPP pour la contribution du secteur privé au financement de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme ;
- Organiser 06 sessions du groupe de travail visant à préparer les projets de conventions PPP pour la contribution du secteur privé au financement de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Ce groupe de travail regroupe les responsables désignés des institutions ci-après : Primature, groupements patronaux (GICAM, ECAM, MECAM, GFBC et SYNDUSTRICAM), MINTSS, MINFI, DCOOP/MINSANTE, DAJC/MINSANTE, ONUSIDA, OIT, BIT, ICN, STBP-FM, GTC/CNLS, GTC/PNLP, GTC/PNLT et SR secteur privé ;
- Tenir 3 rencontres de plaidoyer (1 jour ; 20 personnes) à Douala à l'attention du secteur de la télécommunication pour le développement des conventions de PPP sur des stratégies innovantes de communication en faveur de TB/VIH/Palu ciblées sur les TIC ;
- Organiser 01 atelier de relecture et de validation des projets de conventions PPP pour la contribution du secteur privé au financement de la lutte contre le VIH, la

- tuberculose et le paludisme. Cet atelier regroupe les responsables désignés des institutions ci-après : PRIMATURE, MINFI, MINSANTE, MINTSS, Présidents des groupements patronaux (GICAM, ECAM, MECAM, GFBC et SYNDUSTRICAM) et les 19 membres du groupe de travail mis en place pour l'élaboration des dites conventions ;
- Organiser une cérémonie officielle de signature des conventions de PPP pour la contribution du secteur privé au financement de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Cérémonie présidée par la PRIMATURE et regroupant les hauts responsables des institutions suivantes : MINFI, MINSANTE, MINTSS, Présidents des groupements patronaux (GICAM, ECAM, MECAM, GFBC et SYNDUSTRICAM), ONUSIDA, OIT, BIT, ICN et autres PTF soit environ 100 participants pendant 01 jour ;
 - Elaborer un Guide d'orientation pour la lutte contre la stigmatisation et la discrimination en lien avec le VIH et la Tuberculose ;
 - Produire et distribuer 500 exemplaires du Guide d'orientation dans les entreprises ;
 - Organiser par les membres des CHS formés, 2205 causeries éducatives sur les trois maladies ;
 - Organiser un atelier de révision du document cadre d'orientation pour la lutte contre le VIH et le Sida dans le monde du travail ;
 - Produire et distribuer 1000 exemplaires du document cadre d'orientation pour la lutte contre le VIH et le Sida dans le monde du travail ;
 - Effectuer des missions trimestrielles de supervisions conjointes (SR, Inspecteurs du travail, GTR/CNLS, GTR/PNLP et GTR/PNLT) des activités mises en œuvre par les Comités d'Hygiène Santé des 63 entreprises ciblées ainsi que les points focaux des dites entreprises dans le cadre de la riposte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

ABONNEZ-VOUS A VOTRE TRIMESTRIEL D'INFORMATIONS

www.legicam.cm

in f  @legicam



2^{ème} trimestre 2022

Incertitude sur l'approvisionnement international et guerre Russo-Ukrainienne continuent de freiner la reprise de la croissance dans les Entreprises

CINQ CHIFFRES CLES DE LA CONJONCTURE AU 2^{ème} TRIMESTRE 2022

77,8%

Proportion des Entreprises des industries agroalimentaires ayant observées une baisse de leurs résultats nets au 2^{ème} trimestre ;

-18,9%

Solde d'opinion sur la dynamique du résultat net des entreprises au 2^{ème} trimestre ;

89,5%

Proportion des Entreprises du secteur commerce et distribution citant la concurrence déloyale comme faiblesse importante ;

85,5%

Proportion des Entreprises déclarant n'avoir pas accru les effectifs employés au cours du 2^{ème} trimestre ;

80%

Proportion moyenne des Entreprises citant la hausse des coûts d'approvisionnement (fret, prix des matières premières) comme des contraintes importantes à leurs activités au cours du trimestre.

Le **Tableau de Bord de l'Economie** est une publication trimestrielle du GICAM qui fait le round-up de l'évolution de la conjoncture des Entreprises, reflétée par les opinions de leurs dirigeants. Ceux-ci sont interrogés, dans le cadre de l'enquête trimestrielle de conjoncture, sur leurs perceptions de l'évolution de l'activité dans leurs unités, du climat des affaires au cours du dernier trimestre et leurs anticipations concernant celui à venir. Les attentes spécifiques et les propositions pour l'amélioration de l'environnement des affaires sont également mises en relief.

L'analyse procède à des comparaisons avec les tendances observées, aussi bien au cours du trimestre précédent qu'au même trimestre de l'année n-1. Un accent est mis sur les écarts significatifs et suffisamment perceptibles.

Les questions posées portent sur :

- **La perception de la tendance** (en hausse, en baisse ou stable) de certains indicateurs de performance, notamment le chiffre d'affaires, les volumes de vente, la trésorerie, le résultat net ou les effectifs ;
- **L'importance de certains facteurs** (très important, important ou peu important). Les indicateurs concernés ici sont notamment l'importance de certaines faiblesses/menaces ou de forces/opportunités.

Deux types d'indicateurs sont principalement exploités, à savoir :

- **Le solde d'opinion** qui mesure l'écart entre la part des Entreprises qui perçoivent une hausse et celles qui perçoivent une baisse. Plus il est important et positif cela traduit une évolution positive de l'indicateur pour les Entreprises. Dans le cas contraire on présage une dégradation.
- **L'importance des facteurs** qui mesure la part des Entreprises qui jugent une faiblesse/menace ou une force/opportunité au moins importante pour son activité au cours du trimestre.

Le **TBT** revient également sur les principaux faits ayant marquée la conjoncture économique internationale et nationale qui contribuent à expliquer les évolutions observées au niveau des entreprises

SOMMAIRE

CINQ CHIFFRES CLES DE LA CONJONCTURE AU 2 ^{ème} TRIMESTRE 2022.....	
Résumé.....	
Summary	
1 Conjoncture économique internationale au 2 ^{ème} trimestre 2022 : l'impact de la crise Russo-Ukrainienne	
2 Tonalité des Entreprises au 2 ^{ème} trimestre 2022	
3 Faiblesses / menaces : les problématiques d'approvisionnement s'accroissent	
4 Forces et opportunités : La demande demeure le principal moteur de croissance des Entreprises	
5 Perspectives et implications pour l'économie	

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Soldes d'opinion sur la tendance des principaux indicateurs de performance d'Entreprises	
Figure 2: Perceptions de la tendance des volumes de vente	
Figure 3: Evolution du solde d'opinion de la tendance du chiffre d'affaires.....	
Figure 4: Perception de la tendance des coûts de production et d'approvisionnement....	
Figure 5: Perception de la tendance du résultat	
Figure 6: Evolution du solde d'opinion sur la trésorerie	
Figure 7: Evolution du solde d'opinion sur les effectifs employés.....	
Figure 8: Soldes d'opinion sur le RN dans les principales Branches au 2T2022 au 1T2022.....	
Figure 9: SO sur les indicateurs internes dans les banques et assurances.....	
Figure 10: Evolution de la tonalité des activités dans les institutions monétaires	
Figure 10: Evolution de la tonalité des activités dans les Sociétés d'assurance	
Figure 11: SO sur les indicateurs internes dans les services aux entreprises.....	
Figure 12: SO sur les indicateurs internes dans le commerce	
Figure 13: SO sur les indicateurs internes dans le Transport	
Figure 15: SO sur les indicateurs internes dans l'Agroalimentaire.....	
Figure 16: Evolution de la Tonalité dans les oléagineux	
Figure 17 : Evolution de la tonalité dans les minoteries	
Figure 18: SO sur les indicateurs internes dans les autres industries.....	
Figure 19 : Evolution de la perception de l'importance des faiblesses.....	
Figure 20: Principales faiblesses pour les Industries agroalimentaires	
Figure 21: Principales faiblesses pour le commerce.....	
Figure 22: Principales faiblesse pour le les Banques et assurances.....	

Figure 23: Principales faiblesse pour le Transport.....

Figure 24 : Importance des forces suivant le secteur d'activité.....

Figure 25 : Dynamique comparée du SO sur le chiffre d'affaires et la croissance trimestrielles du PIB.....

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Cours de quelques matières premières

Tableau 2: perspectives de croissance mondiale

Tableau 2: Perception des Tendances de l'activité au 1^{er} trimestre 2022 (en %)

Tableau 3: Evolution de la Perception des Tendances de l'activité (1^{er} trimestre 2021-1^{er} trimestre 2022)

Tableau 4: Perception des Tendances de l'activité au 1^{er} trimestre 2022 (en %) suivant la taille des Entreprises.....

Tableau 5: Perception de la tendance du chiffre d'affaires en glissement annuel (en %) ..

Tableau 6: Perception des faiblesses (en %)

Tableau 7: Perception des Forces (en %)

Tableau 8 : Perception des Tendances de l'activité au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans les industries Agroalimentaires.....

Tableau 9 : Perception des faiblesses au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans les industries Agroalimentaires.....

Tableau 10 : Perception des Tendances de l'activité au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans le Commerce

Tableau 11 : Perception des faiblesses au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans le Commerce.

Tableau 12 : Perception des Tendances de l'activité au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans les Banques et assurances

Tableau 13 : Perception des faiblesses 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans les Banques et assurances

Tableau 14 : Perception des Tendances de l'activité 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans le Transport.....

Tableau 15 : Perception des faiblesses au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans le Transport.....

Tableau 16 : Perception des Tendances de l'activité au 1^{er} trimestre 2022 (en %) par secteur : Services aux Entreprises.....

Tableau 17 : Perception des faiblesses au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans les industries Agroalimentaires.....

Tableau 18 : Perception des Tendances de l'activité au 1^{er} trimestre 2022 (en %) par secteur : Autres services.....

Tableau 19 : Perception des faiblesses au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans les industries Agroalimentaires.....

EN RÉSUMÉ

Le second trimestre de l'année 2022, est marqué, sur le plan géostratégique, par la persistance des conséquences négatives de la crise russo-ukrainienne qui s'accroissent sur l'économie mondiale. Ces conséquences se manifestent notamment sur les cours du pétrole et des matières premières agricoles. Elles posent une hypothèque sérieuse sur la poursuite de la reprise économique post COVID-19.

Au plan national, les inquiétudes des entreprises relatives à cette reprise semblent se confirmer. En effet, la tendance inflationniste des prix ne connaît pas de véritable répit et impose aux pouvoirs publics des efforts budgétaires toujours plus importants au point de soulever des questionnements sur leur soutenabilité.

Les résultats de l'enquête de conjoncture au deuxième trimestre montrent que, pour la majorité des entreprises, la tendance demeure celle de la baisse de la rentabilité, bien que l'on observe une légère amélioration du solde d'opinion y relatif. Celui-ci passe de -22 à -19 points en rythme trimestriel. Cette évolution, résulterait du léger ajustement des prix dans certains secteurs qui est toutefois resté insuffisant pour permettre une inversion des tendances.

L'analyse des dynamiques sectorielles nous révèle que lors de ce trimestre, le secteur financier et dans une moindre mesure le transport (en rapport avec les activités portuaires) ont affiché les meilleures tendances positives dans un environnement général de morosité. Les entreprises fortement dépendantes des opérations d'importations, en l'occurrence les industries et le commerce, affichent toujours celles des performances les plus faibles. Notamment, les Entreprises du secteur de la minoterie présentent des soldes d'opinions négatifs que ce soit en ce qui concerne les chiffres d'affaires que les résultats.

La morosité de l'économie couplée aux marges de manœuvre limitées des entreprises pour opérer des ajustements affecte une fois encore l'évolution des effectifs. Ainsi, ce trimestre voit encore une nouvelle contraction du solde d'opinion sur la dynamique des effectifs employés. Il est de 2,1 points ce trimestre contre 5 points le trimestre précédent et 13,6 points en glissement annuel.

SUMMARY

The second quarter of the year 2022 is marked on the geostrategic level by the persistence of the Russian offensive on Ukraine with negative consequences which are accentuated on the world economy. These consequences manifest themselves on the prices of raw materials (oil, cereals), the currency and therefore hinder the serene pursuit of the post-COVID-19 economic recovery.

At the national level, the concerns raised by companies in relation to the risks of a hardening of the post-covid crisis seem to be confirmed. Indeed, the inflationary trend in prices knows no real respite and imposes ever greater budgetary efforts on the public authorities, raising the question of their sustainability.

The results of the business tendency survey in the second quarter show that for most Enterprises the trend remains a decline in the profitability of activities, although we observe a slight improvement in the balance of opinion on the trend of this indicator which went from -22 to -19 points on a quarterly basis. This development would result from the slight adjustment of prices in certain sectors which, however, remained insufficient to allow a reversal of trends. The analysis of sectoral dynamics reveals that this quarter again, the financial sector and to a lesser extent transport (in relation to port activities) are those which seem to show positive trends in this dismal environment. Enterprises that are highly dependent on import operations, in this case industries and commerce, are always those that experience negative performance. Enterprises in the flour milling sector still show negative balances of opinion, both in terms of turnover and results.

The sluggishness of the economy coupled with the limited leeway for companies to adjust is once again affecting the evolution of the employment. This quarter therefore sees yet another contraction in the balance of opinion on the dynamics of the workforce employed. It is 2.1 points this quarter against 5 the previous quarter and 13.6 year on year.

1 Conjoncture économique internationale au 2^{ème} trimestre 2022 : l'impact de la crise Russo-Ukrainienne.

Au cours du deuxième trimestre 2022, la dynamique de l'économie mondiale est rythmée par trois faits majeurs :

- ❖ La persistance des effets de la COVID19 dans certaines économies majeures avec notamment le reconfinement à Shanghaï en avril et en Chine en début juillet.
- ❖ Les conséquences graves de la guerre russo-ukrainienne, notamment le blocus des principaux ports ukrainiens.
- ❖ Les effets pervers des sanctions croisées entre la Russie et l'Union européenne qui aggravent les difficultés de transactions internationales.

Les effets combinés de ces trois facteurs se sont traduits par de nouvelles perturbations de la chaine d'approvisionnement mondiale. Ainsi,

Les principales matières premières ont vu leur prix rester à des niveaux élevés du fait d'une offre qui ne s'est toujours pas ajuster à la demande.

Tableau 1: Cours de quelques matières premières

MP		Cours moyen				
		a	b	c		
pétrole brut	\$ / baril		99,89	71,20		
Importée						
Blé	\$/t					
Huile de palme	\$/t					
Exportée						
cacao	\$/t				-4%	
Café	\$/t				-5%	

La baisse des livraisons de pétroles et de gaz russe vers l'Europe, dont il est l'un des principaux fournisseurs ont entraîné une explosion des coûts de l'énergie avec des conséquences directes sur les systèmes productifs.

Les matières premières agricoles subissent les conséquences du blocus de la mer noire, principale voie d'évacuation des exportations ukrainienne et russe. Cette situation pourrait s'empirer pour la période à venir du fait que la guerre n'a pas permis aux agriculteurs de respecter leur cahier de charge. La production agricole ukrainienne devrait connaître une baisse, principalement sur le maïs, le tournesol et le blé.

D'autres facteurs ont contribué aux tensions sur les matières premières alimentaires, notamment les dérèglements climatiques qui ont affecté la production en Amérique du Sud (maïs et de soja), et en Inde, poussant les pays concernés à limiter les exportations et réduire l'offre sur le marché international.

Au-delà de la sphère réelle, les conséquences sont aussi monétaires, avec une redéfinition des valeurs. On a observé une dégringolade de l'euro par rapport au dollar américain. Le taux de change entre l'euro et le dollar est ainsi passé de 1,14\$/euro en janvier 2022 à 1,11 en mars puis 1,04 en fin juin. La conséquence est le renchérissement des valeurs des actifs exprimés en dollar.

Tout ceci s'est traduit pour les entreprises par un renchérissement des délais et des coûts d'approvisionnement.

L'inflation, déjà importante se voit ainsi doper et reste sur des tendances de hausse inédite, malgré les légers reculs observés sur certains produits. Le FMI a revu à la hausse sa prévision de l'inflation mondiale en 2022. « Une inflation plus forte que prévu, en particulier aux États-Unis et dans les pays européens les plus importants économiquement, provoque un durcissement des conditions financières mondiales ». Elle table désormais sur un taux d'évolution de l'indice des prix à la consommation de 8,6% contre une prévision antérieure de 7,8%. Ce même taux s'est établi à 3,3% au 2^{ème} trimestre 2021. L'indice des prix des denrées alimentaires de la FAO montre un léger recul de -3% au 2^{ème} trimestre par rapport au 1^{er}, mais reste en hausse de 24% en glissement annuel. De plus, l'augmentation des prix de l'engrais et autres intrants agricoles ont causé une baisse de l'offre globale de produits agricoles, entraînant environ 2 millions de personnes de plus dans une sorte de « *trappe à sous-alimentation* ».

Au final, la croissance mondiale restera loin des niveaux d'avant crise. Les perspectives de croissance sont à nouveau revues à la baisse selon les projections du FMI. « *la croissance ralentit, passant de 6,1 % l'année dernière(2021) à 3,2 % cette année et 2,9 % l'année prochaine, soit une dégradation de 0,4 et 0,7 point de pourcentage par rapport à nos chiffres d'avril. Ce ralentissement s'explique par un enlisement de la croissance dans les trois principales économies du monde, les États-Unis, la Chine et la zone euro, qui a des conséquences importantes sur les perspectives mondiales* ».

Tableau 2 : perspectives de croissance mondiale

World Output		6,1	3,2	2,9
Advanced Economies		5,2	2,5	1,4
United States		5,7	2,3	1,0
Euro Area		5,4	2,6	1,2
Emerging Market and Developing Economies		6,8	3,6	3,9
China	2,2	8,1	3,3	4,6
Russia		4,7		
Sub-Saharan Africa		4,6	3,8	4,0
Nigeria		3,6	3,4	3,2
South Africa		4,9	2,3	1,4

Source : Données FMI Juillet 2022

Cette situation de l'économie mondiale a poussé les banques centrales à durcir leurs politiques afin de contenir l'inflation. A cet effet, aussi bien les pays développés, pays émergents que les pays en développement ont relevé les taux directeurs. Ce qui entraîne de ce fait une augmentation des taux d'intérêt auprès des banques commerciales et a rendu plus difficile l'accès au crédit. Ainsi, moins de liquidités ont été octroyées à l'économie, ce qui justifie le ralentissement de la croissance et la baisse du pouvoir d'achat des agents économiques.

Pour la plupart des économies, la priorité demeure la stabilité des prix et la régulation des marchés alimentaires et de l'énergie. Ces conditions sont citées par les organismes internationaux, notamment le FMI, comme condition préalable à un retour à une croissance économique et à la stabilité financière afin de réaliser les prévisions effectuées pour le second semestre de l'année 2022.

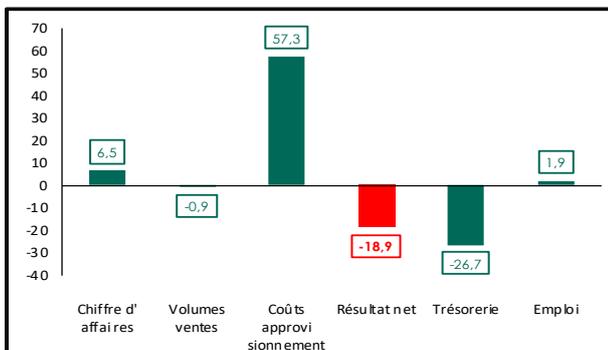
C'est dans ce contexte de forte morosité de l'économie internationale que les Entreprises camerounaise ont conduit leurs activités au cours du second trimestre de l'année 2022.

2 Tonalité des Entreprises au 2^{ème} trimestre 2022 : L'ajustement insuffisant des prix de ventes a des conséquences sur les résultats qui continuent de se dégrader

2.1 Dynamique globale des indicateurs de performance des Entreprises

Les chiffres sur les performances commerciales et les résultats des entreprises continuent de montrer une contradiction profonde. Le chiffre d'affaires affichent un solde d'opinions de +6,5 points tandis que celui relatif au volume des ventes est pratiquement nul. Dans le même temps, le SO sur la tendance du résultat net des entreprises est négatif (-18,9 points) traduisant une baisse de la rentabilité. Le chiffre d'affaires a donc bénéficié du léger ajustement à la hausse de certains prix, notamment concernant le ciment, la farine et les huiles de table. Cet ajustement n'a toutefois pas été suffisant pour assurer un retour à la rentabilité d'avant crise.

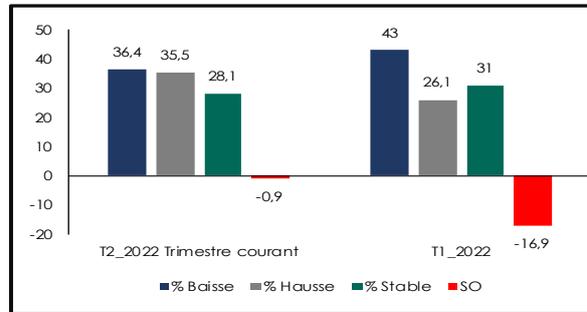
Figure 1: Soldes d'opinion sur la tendance des principaux indicateurs de performance d'Entreprises



Volumes de ventes : tendance à la stabilité.

Le Solde d'opinion (SO) sur la dynamique des ventes est sorti de la zone négative mais reste proche de zéro. Cela traduit une stabilité des volumes vendus et donc de la demande. De 26% au trimestre précédent, ils sont actuellement 35,5% d'entreprises pour lesquelles la dynamique est à la hausse.

Figure 2: Perceptions de la tendance des volumes de vente

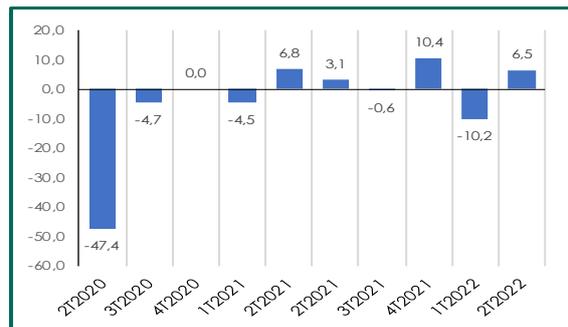


Chiffre d'affaires : Les prix tirent le chiffre d'affaires vers le haut

Les chiffres d'affaires sont, de l'avis des Chefs d'Entreprises, en hausse dans un ratio plus important. Ils affichent un SO de +6,5 points, soit un gain de près de 16 points par rapport au trimestre précédent. L'amélioration du chiffre d'affaires doit être mise en lien avec certes la demande existante mais également avec la hausse des prix au consommateur.

Toutefois la persistance de la difficulté à repercuter la hausse des coûts d'approvisionnement et de production sur les prix de vente continue de grignoter sur les marges des Entreprises.

Figure 3: Evolution du solde d'opinion de la tendance du chiffre d'affaires

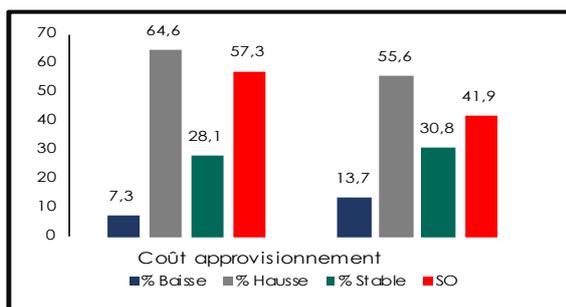
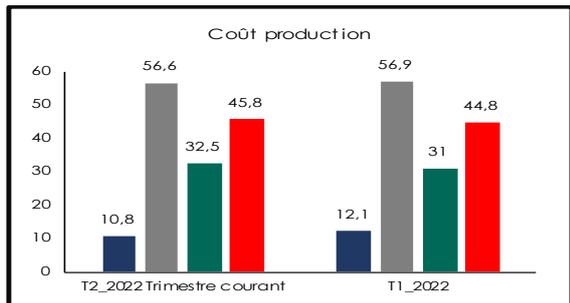


Les coûts de production/d'approvisionnement toujours croissants ...

La dynamique des coûts d'approvisionnement et de production reste à la hausse pour plus de 60% d'entreprises.

C'est la résultante de la persistance des crises exogènes et de la dépendance aux importations de l'économie. L'inflation internationale en lien avec les conséquences de la guerre en Ukraine et de la pandémie COVID19 notamment impliquent pour les importateurs un accroissement des factures.

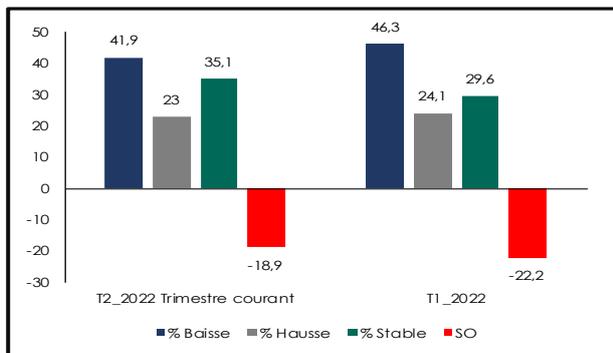
Figure 4: Perception de la tendance des coûts de production et d'approvisionnement



Résultat Net : le SO s'améliore mais reste négatif à -18,9 points.

Une proportion toujours importante des Entreprises (près de 40%) voit leurs résultats d'exercice en baisse continue. Le SO y relatif gagne 5 points mais reste négatifs à -17,8%.

Figure 5: Perception de la tendance du résultat

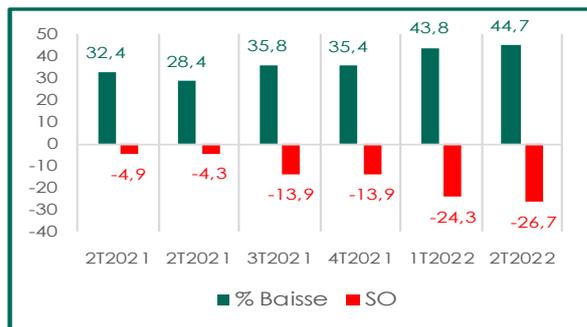


Les marges des entreprises continuent donc de se contracter avec pour conséquence une perte d'intérêt économique des activités.

Trésorerie : une préoccupation pour plus de la moitié des Chefs d'entreprises.

La situation de trésorerie est l'indicateur qui connaît le moins d'amélioration avec un SO qui est resté négatif et inchangé par rapport au trimestre précédent.

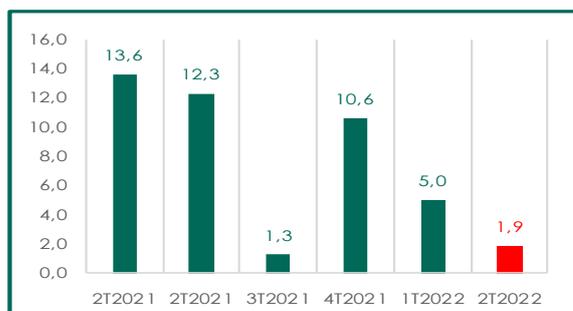
Figure 6: Evolution du solde d'opinion sur la trésorerie



Effectifs employés : les chefs d'Entreprises penchent pour la stagnation des embauches

Les mauvaises tendances sur les résultats et la trésorerie sont à l'origine d'une stagnation de l'emploi dans les Entreprises au 2^{ème} trimestre.

Figure 7: Evolution du solde d'opinion sur les effectifs employés



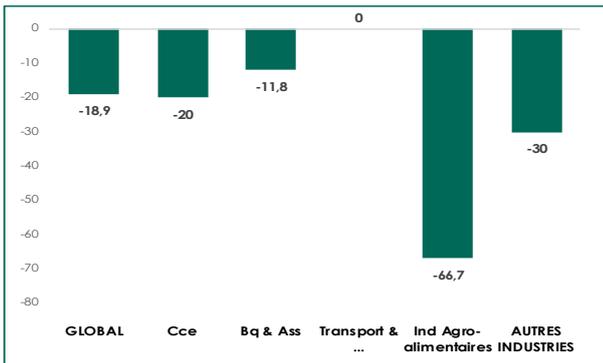
Il semble donc que l'emploi pourrait être la variable d'ajustement au niveau des entreprises en l'absence de mesure globale et concertées d'accompagnement face aux effets négatifs de la crise.

2.2 Dynamiques Sectorielles des indicateurs de performance des Entreprises

Les disparités demeurent importantes.

L'analyse comparative de l'évolution des SO sur le RN suivant différents secteurs d'activité révèle que, exception faite du secteur du transport et auxiliaires de transport, les soldes d'opinion sur le résultat net du trimestre sont négatifs. Toutefois, on note une disparité s'agissant de l'ampleur de la perception de la baisse. Elle est moins importante dans le secteur de l'intermédiation financière et assurance (-9,5 points) et plus importante dans les industries de l'agroalimentaire (-63,2 points).

Figure 8: Soldes d'opinion sur le RN dans les principales Branches au 2T2022 au 1T2022



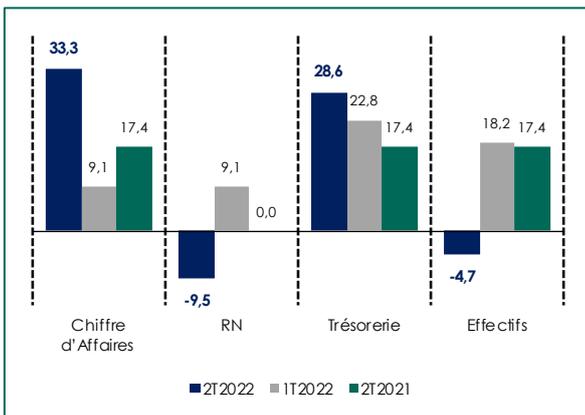
Secteur tertiaire : Les services restent le secteur le plus dynamique après le commerce

Dans ce secteur, un plus grand nombre d'Entreprises connaît un ralentissement des performances (Chiffre d'affaires ou Résultat net).

- **Banques et assurances** : le secteur financier reste le plus résilient.

On note une dégradation des soldes d'opinions sur le résultat et sur les effectifs employés. Le SO sur le résultat perd 18 points par rapport au trimestre précédent. Ainsi, bien que l'activité ait connu une densification ce trimestre, l'impact sur la rentabilité n'est pas perceptible par l'ensemble des acteurs. Le SO sur les effectifs connaît une baisse tant en glissement annuel que trimestriel.

Figure 9: SO sur les indicateurs internes dans les banques et assurances

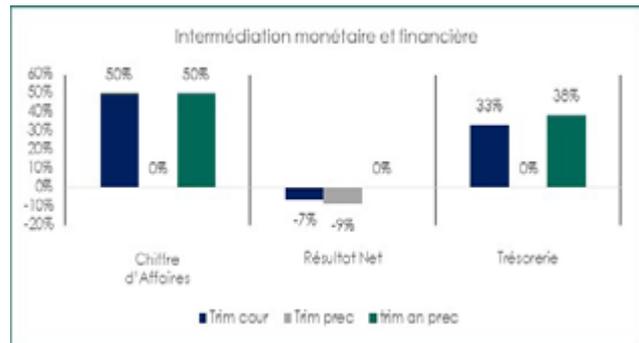


Le détail permet d'observer que c'est le secteur bancaire qui porte la dégradation du SO sur le Résultat à contrario de celui des assurances.

Pour les banques en particulier, 50 points séparent la part des établissements ayant connu une baisse du chiffre d'affaires de ceux ayant connu une hausse, en nette amélioration par rapport au trimestre

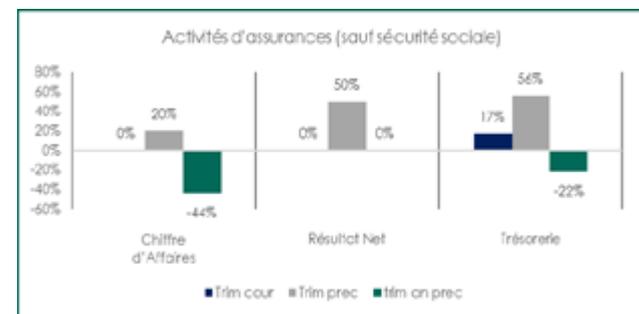
précédent. Le regain d'activité est en lien avec notamment le financement des marchés publics pour ce qui concerne spécifiquement les microfinances, qui ont également bénéficié pour certaines d'une meilleure disponibilité des devises. Pour les banques de première catégorie par contre, il s'agit d'une densification des opérations avec la clientèle. Cette dynamique n'est toutefois pas observable en ce qui concerne les résultats avec un SO faible et négatif, signe que les chefs d'entreprises restent quelque peu sceptiques.

Figure 10: Evolution de la tonalité des activités dans les institutions monétaires et financières



Les sociétés d'assurances semblent connaître un ralentissement du chiffre d'affaires qui n'a toutefois pas affecter la rentabilité des activités.

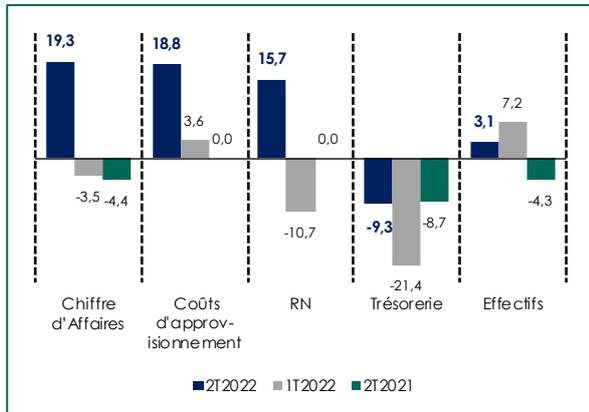
Figure 11: Evolution de la tonalité des activités dans les Sociétés d'assurance



Services aux entreprises

Les Entreprises de ce secteur dont les activités sont fortement dépendantes de la santé de leurs clients, semblent bénéficier de façon plus que proportionnelle de la légère remontée générale des soldes d'opinions. Ainsi, elles connaissent une inversion de tendance en ce qui concerne le Chiffre d'affaires et le Résultat Net dont les soldes d'opinions sont positifs. Toutefois, la tendance de la trésorerie demeure en dégradation, même si celle-ci est moins prononcée que le trimestre précédent.

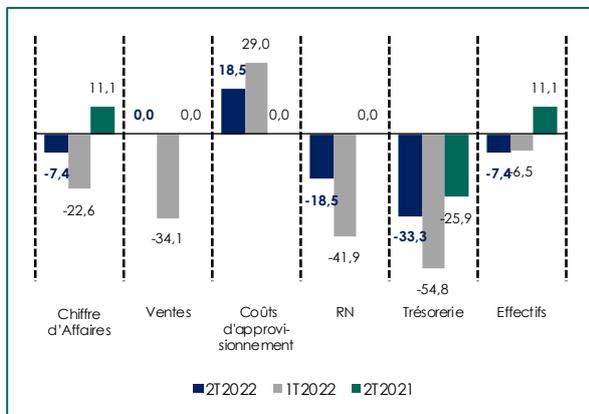
Figure 12: SO sur les indicateurs internes dans les services aux entreprises



Commerce et distribution

La pression exogène sur les charges continue d'obérer les performances. La légère révision haussière des prix n'a permis qu'une atténuation des effets négatifs de l'envolée des prix importés. Le SO sur le Chiffre d'affaires gagne certes une quinzaine de points mais demeure négatif à -7,4 points. Idem pour les SO sur le Résultat Net et la trésorerie qui évoluent respectivement entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre de -41,9% à -18,5 points et de -54,8% à -33,3%.

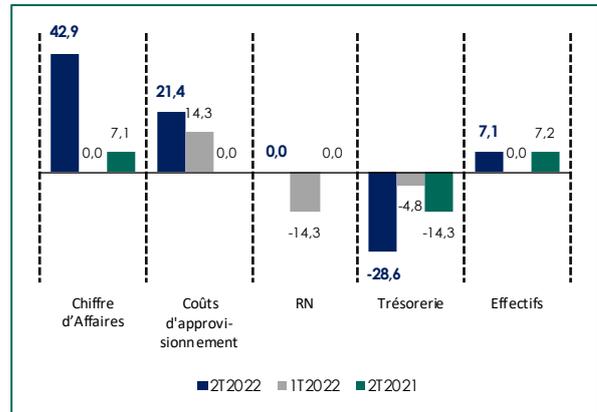
Figure 13: SO sur les indicateurs internes dans le commerce



Transport et auxiliaires de transport

Les entreprises de ce secteur semblent connaître une nette amélioration de l'activité. En effet, le SO sur le chiffre d'affaires, négatif au trimestre précédent a gagné plus de 40 points et est également nettement supérieur à sa valeur en glissement annuel. La même amélioration est perceptible au niveau des résultats. Elle résulterait pour l'essentiel d'une densification des activités, notamment au niveau du port de Kribi pour les acteurs portuaires. Également, une extension des activités, imputée par de nouveaux contrats, est observée chez les auxiliaires de transports. Toutefois, la situation de trésorerie demeure une préoccupation avec un SO qui perd encore 24 points par rapport au premier trimestre et 14 points en glissement annuel.

Figure 14: SO sur les indicateurs internes dans le Transport

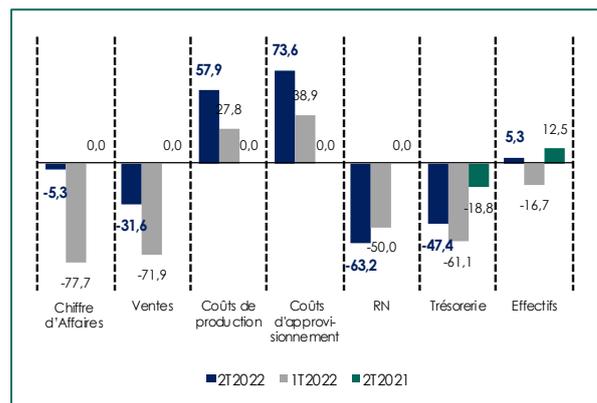


Industries: les industriels continuent de souffrir de la perturbation de la chaîne logistique internationale et des crises qui affectent l'offre des matières premières et tirent les coûts d'approvisionnement vers le haut.

Industries agroalimentaires : une amélioration trompeuse du chiffre d'affaires.

Dans les industries de l'agroalimentaire, les chefs d'entreprises notent globalement un chiffre d'affaires stable, avec un SO nul sur cette variable partant de -77,7 points le trimestre précédent. Cependant, les autres indicateurs de performances affichent encore une tendance à la baisse. C'est le cas aussi bien pour le Résultat Net qui perd encore 11 points, que pour le niveau de la trésorerie qui se situe à -55,6%. L'amélioration du chiffre d'affaires repose principalement sur la hausse des prix de vente.

Figure 15: SO sur les indicateurs internes dans l'Agroalimentaire

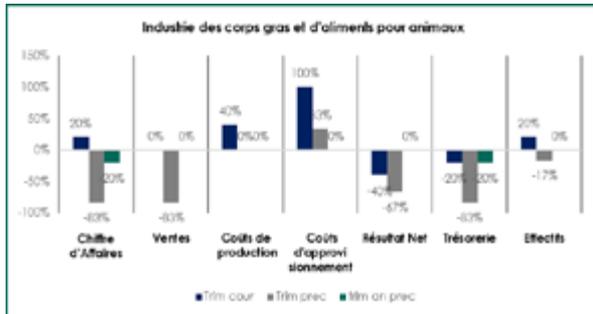


Cependant, les performances sont loin d'être uniformes. Suivant le type de produits fabriqué, on observe une divergence d'évolution entre les industries des oléagineux et celles du travail de grain notamment.

Oléagineux : l'amélioration du prix de vente et la décroissance du prix de l'huile palme importé permet un rééquilibrage progressif.

Dans les industries des oléagineux, les chefs d'entreprises révèlent majoritairement la hausse du chiffre d'affaires. Les autres indicateurs s'améliorent certes par rapport au trimestre précédent, mais demeurent à la baisse. Le SO sur la tendance du RN se situe à -40 points en amélioration tout de même de près de 27 points par rapport au 1^{er} trimestre.

Figure 16: Evolution de la Tonalité dans les oléagineux

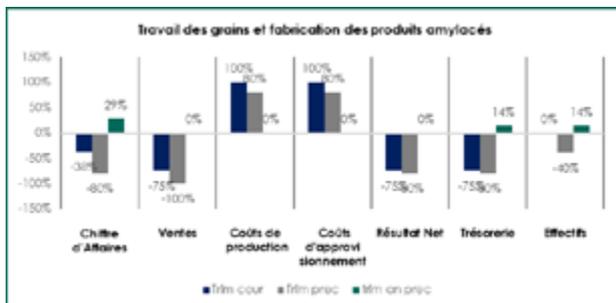


Ceci découlerait notamment du relèvement du prix de vente qui est tout de même resté insuffisant pour une inversion de la tendance. Également, la tendance décroissante du cours de l'huile brute à l'international a contribué à lever la pression sur les marges. Ceci a également permis d'observer une stabilisation en ce qui concerne la dynamique de la trésorerie.

Minoterie : le coût de la matière première demeure élevé malgré une accalmie par rapport au trimestre précédent.

Dans ce secteur, la légère hausse des prix de ventes (farine notamment) et une relative disponibilité de la matière première ont permis une amélioration des chiffres d'affaires dans les principales unités. Toutefois, le niveau toujours élevé des cours, malgré une baisse par rapport au trimestre précédent, n'a pas permis une inversion de la dynamique des résultats. Bien au contraire, la dégradation des résultats et de la trésorerie est unanimement observée par tous les opérateurs.

Figure 17 : Evolution de la tonalité dans les minoteries

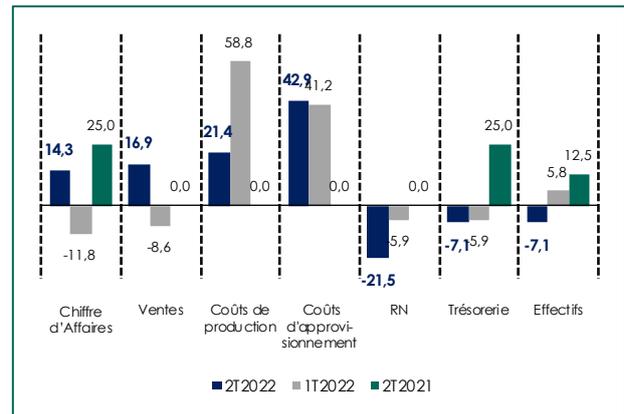


Autres industries (cimenteries, plastiques, textile) connaissent également les difficultés en rapport avec

la hausse des coûts de production.

Les autres unités industrielles globalement montrent la même tendance asymétrique entre les performances commerciales qui s'améliorent et le résultat qui continue de se dégrader. Le SO sur le chiffre d'affaire est à nouveau positif par rapport au trimestre précédent tandis que le SO sur le résultat se dégrade encore plus passant de -5,9 au trimestre passé pour s'établir à -21,5 ce trimestre.

Figure 18: SO sur les indicateurs internes dans les autres industries



3 Faiblesses / menaces : les problématiques d'approvisionnement s'accroissent

Le renchérissement des prix d'approvisionnement et le déficit infrastructurel restent en tête des faiblesses.

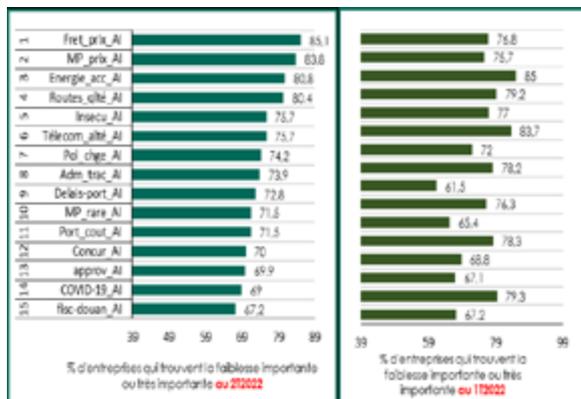
C'est le cas selon au moins 80% des entreprises approchées. Les questions d'approvisionnement portent principalement sur le prix du fret et le coût des produits importés. Ils gagnent 8 points par rapport au trimestre précédent, montrant que ces questions demeurent préoccupantes. A cela, il faudrait également prendre en compte les problématiques liées au transfert de devises, aux coûts de la douane et au passage portuaire. Le poids de ces derniers facteurs cités comme contraintes progresse de 11 points en un trimestre. La problématique de la lourdeur des procédures de dédouanement et d'enlèvement est évoquée ici.

Les questions d'infrastructures s'expriment toujours en rapport avec la mobilité physique (routes) ou numérique (télécommunications) et avec les questions d'énergie. On relève néanmoins qu'elles retiennent moins d'avis que lors du trimestre précédent. Elles perdent en moyenne 5 points. Les entreprises accorderaient donc de plus en plus d'importance aux chocs conjoncturels ; les déficits structurels étant déjà plus ou moins gérés. La question de l'énergie également demeure au rang des préoccupations des Chefs d'Entreprises.

Enfin on note tout de même que les problèmes liés à la concurrence, à la fiscalité ou encore à la question sécuritaire figurent toujours parmi les contraintes

observées par la majorité des Chefs d'Entreprises.

Figure 19 : Evolution de la perception de l'importance des faiblesses

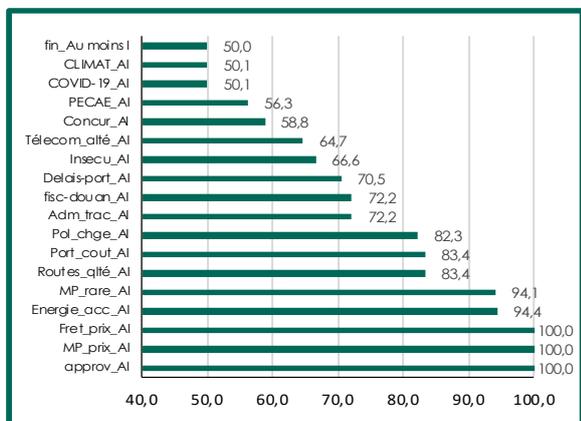


Analyse sectorielle des faiblesses et menaces

Dans les industries, agroalimentaires notamment,

Les questions d'approvisionnement surplacent celles des infrastructures (notamment énergétique) et recueillent 100% des avis des acteurs. Les coûts et délais de passage portuaires ainsi que les difficultés liées aux transferts touchent encore plus de 80% des industries. Les questions d'infrastructures routières et énergétique sont évoquées par près de 90% des industries. Cela s'explique par l'importance de ces infrastructures dans la formation des prix de revient des biens produits et distribués. Les insuffisances du réseau de télécommunications sont également évoquées comme contrainte importante bien que touchant une part moindre des Entreprises (70%). Les questions administratives sous formes de tracasseries en général ou plus spécifiques en rapport avec la fiscalité sont décriées par près de 70% des entreprises. On note tout de même que dans les industries, les préoccupations liées au PECAE semblent de moins en moins partagées, certainement en raison de certaines dérogations accordées pour ce secteur.

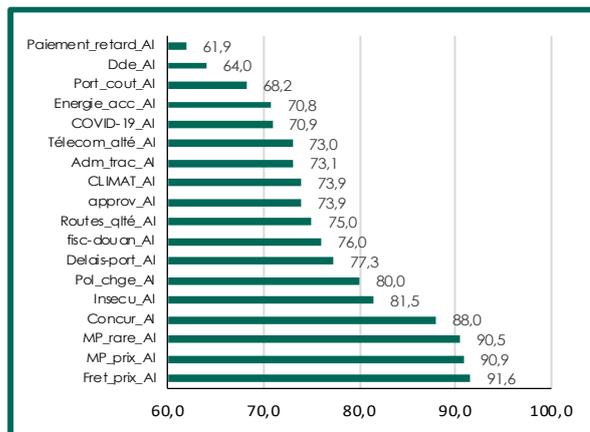
Figure 20: Principales faiblesses pour les Industries agroalimentaires



Dans les Services

Commerce et distribution : L'approvisionnement, la concurrence déloyale, l'insécurité et les transferts sont les principales faiblesses. En effet, les acteurs ici tout comme les industriels sont fortement impactés par les perturbations de la chaîne logistique internationale. Mais en plus, ce sont les entreprises de ce secteur qui doivent également faire face aux affres de la concurrence déloyale qui concerne près de 90% des entreprises. De même, les contraintes liées au PECAE sont évoquées par une part toujours importante d'entreprises, soit 66,7% ce trimestre contre 73,9% au trimestre précédent (voir en annexe).

Figure 21: Principales faiblesses pour le commerce



Intermédiation financière

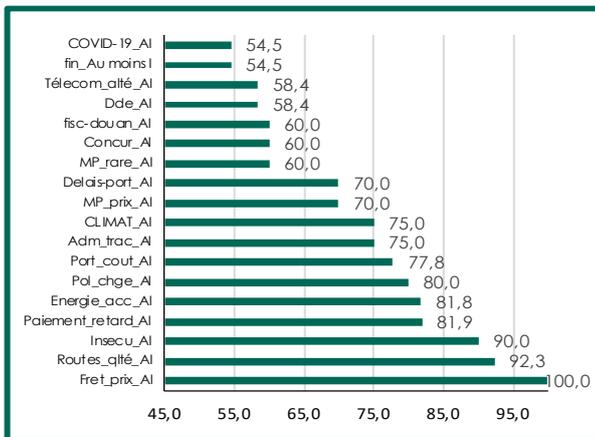
Ici l'ordre d'importance des faiblesses reste identique à celui du trimestre précédent mais avec des ratios plus importants. Ainsi, la question sécuritaire est devenue une préoccupation généralisée alors qu'elle ne concernait que 80% des avis au cours du trimestre précédent. En termes de poids, les contraintes suivantes demeurent respectivement les déficits en matière de télécommunications, de qualité des routes, d'approvisionnement en énergie et les difficultés liées aux transferts internationaux.

Figure 22: Principales faiblesse pour les Banques et assurances

Transport

Il s'agit ici des transporteurs dont l'activité est principalement en rapport avec l'activité portuaire. Contrairement au trimestre précédent, la question de concurrence déloyale semble moins pesante. Le coût du fret (pour les armateurs) et la qualité des routes (pour le transport routier) sont les principales faiblesses. Elles sont secondées principalement par tout ce qui concerne l'insécurité, l'énergie, les délais de paiement, les questions de transfert et les procédures portuaires.

Figure 23: Principales faiblesse pour le Transport

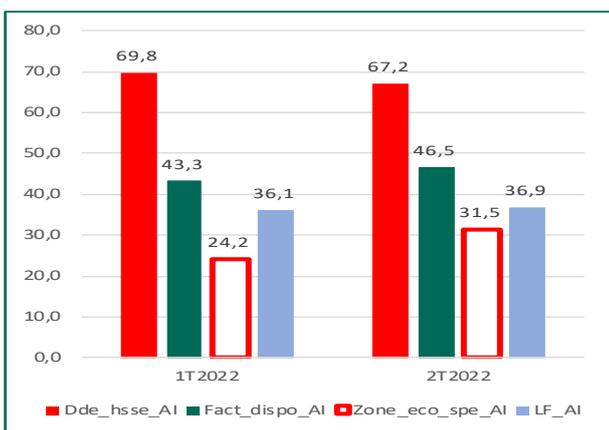


4 Forces et opportunités : La demande demeure le principal moteur de croissance des Entreprises

La demande demeure le moteur essentiel de la performance des Entreprises.

Comme observé déjà les périodes précédentes, la principale source d'opportunités pour l'activité économique reste la **demande** existante. Pour le 2^{ème} trimestre 2022, 67,2 % des Entreprises citent le caractère important ou très important de la hausse de la demande pour leurs activités. Pour les autres facteurs d'opportunité, les Entreprises jugent leur effet peu important.

Figure 24 : Importance des forces suivant le secteur d'activité



Analyse sectorielle des forces

Contrairement au facteur demande, les appréciations divergent quelque peu s'agissant des autres facteurs.

Dans les services d'intermédiation financière, la demande (90%) et les dispositions de la loi des finances (47,4%) sont les principaux facteurs d'opportunité jugés au moins importants.

Dans le transport, les acteurs semblent ne percevoir aucun élément d'opportunité. En effet, même la demande qui est en tête des opinions ne recueille que 35,3% des avis positifs.

Dans les industries de fabrication alimentaire, en plus de la demande, les acteurs sont logiquement satisfaits de la disponibilité des facteurs de production.

5 Perspectives et implications pour l'économie

Les perspectives de développement des activités exprimées par les Entreprises sont fortement dépendantes de l'évolution de la situation mondiale et de ses répercussions sur l'économie mondiale.

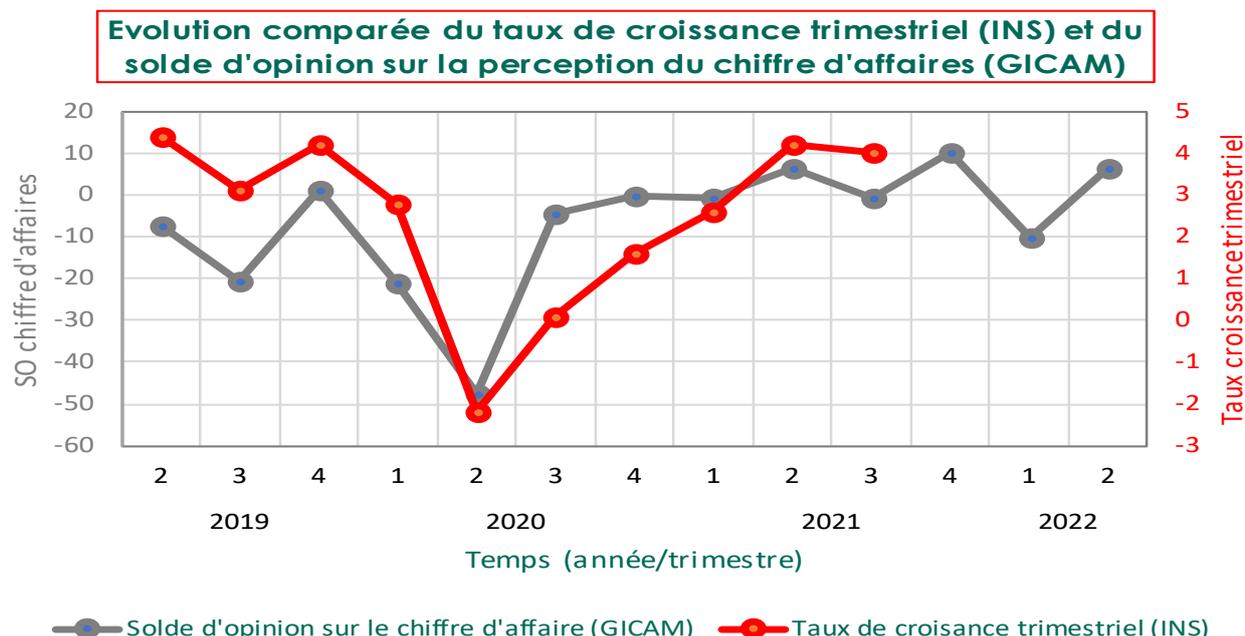
Si l'on s'appuie sur les perceptions exprimées par les Entreprises pour explorer les perspectives de l'évolution de l'économie nationale, **l'on devrait s'attendre à un ralentissement de la croissance du produit intérieur brut au premier trimestre 2022.**

En effet, dans l'essentiel des secteurs d'activités, les Entreprises les plus représentatives font état de la baisse du Chiffre d'affaires combinée à un accroissement des charges de production d'où un résultat en baisse. Cela devrait se traduire au niveau macroéconomique par une valeur ajoutée moins importante au premier trimestre que lors du trimestre précédent. Le ralentissement pourrait être plus important que ce qui a été observé entre le 4^{ème} trimestre 2020 et le 1^{er} trimestre 2022.

Cette situation affectera sans aucun doute les recettes publiques et donc la capacité des pouvoirs publics à faire face à un certain nombre d'engagements.

Il devient donc urgent que les différents engagements pris visant l'accompagnement des Entreprises pour surmonter la crise et amortir les effets négatifs sur l'économie soient résolument mis en œuvre.

Figure 25 : Dynamique comparée du SO sur le chiffre d'affaires et la croissance trimestrielle du PIB



ANNEXES

↘ = En baisse par rapport au trimestre précédent ↗ = En hausse par rapport au trimestre précédent ◌ = Identique au trimestre précédent

Tableau 3: Perception des Tendances de l'activité au 2^{ème} trimestre 2022 (en %)

	Observée au 2T2022 par rapport au 1T2022						Solde d'opinion au 1T2022 (c-a)	
	Baisse (a)		Stable (b)		Hausse (c)			
Chiffre d'Affaires	29,8	↘	33,9	↗	36,3	↗	6,5	↗
Ventes	36,4	↘	28,1	↘	35,5	↗	-0,9	↗
Coûts de production	10,8	↘	32,5	↗	56,6	↘	45,8	↗
Coûts d'approvisionnement	7,3	↘	28,1	↘	64,6	↗	57,3	↗
Stocks de matières premières	33,3	→	41	↗	25,6	↘	-7,7	↘
Stocks de produits finis	27,3	↘	40,3	↘	32,5	↗	5,2	↗
RN	41,9	↘	35,1	↗	23	↘	-18,9	↗
Trésorerie	44,7	↗	37,3	↗	18	↘	-26,7	↘
Endettement (CT)	13,3	↘	50	↘	36,7	↗	23,4	↗
Endettement (MT & LT)	22,4	↗	57,1	↘	20,4	↗	-2,0	↗
Effectifs	14,5	↘	69,1	↗	16,4	↘	1,9	↘

Tableau 4: Evolution de la Perception des Tendances de l'activité (2^{ème} trimestre 2021-2^{ème} trimestre 2022)

	2T2021	3T2021	4T2021	1T2022	2T2022	3T2022
Chiffre d'Affaires	6,8	-0,6	10,4	-10,2	6,5	10,1
Ventes			5,2	-16,9	-0,9	7,3
Coûts de production		39,3	33,3	44,8	45,8	30
Coûts d'approvisionnement		54	45,7	41,9	57,3	43,6
Stocks de matières premières	6	-4,6	3,5	-1	-7,7	0
Stocks de produits finis	5,8	3,5	-3,3	-12,1	5,2	1,5
RN			-15,7	-22,2	-18,9	14,7
Trésorerie	-4,9	-13,9	-13,9	-24,3	-26,7	-2,1
Endettement (CT)	4,3	13,7	12	6,8	23,4	3,9
Endettement (MT & LT)	3,6	4,4	-1,7	-6,6	-2,0	4,2
Effectifs	13,6	1,3	10,6	5	1,9	15,6

Tableau 5: Perception des Tendances de l'activité au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) suivant la taille des Entreprises

	GE	PME
Chiffre d'Affaires	10,6	5,2
Ventes	-4,8	5,7
Coûts de production	47,7	40,0
Coûts d'approvisionnement	66,6	45,3
RN	-15,6	7,4
Trésorerie	-2,2	14,3
Endettement (CT)	-31,8	-2,9
Effectifs	-23,6	-29,4

Tableau 6: Perception de la tendance du chiffre d'affaires en glissement annuel (en %)

	Baisse	Stable	Hausse	Solde d'opinion
Tendance du Chiffre d'Affaires (2T2022 / 2T2021)	25,2	31	43,9	18,7
Prévision de la Tendance du Chiffre d'Affaires (2T22 / 1T21)	23,5	36,6	39,9	16,4

Tableau 7: Perception des faiblesses (en %) au 2^{ème} trimestre 2022

	Peu important	Important	Très important	AU MOINS IMPORTANT
Insuffisance de la demande	41,6	35,4	23	58,4
Insuffisance des capacités	60,4	23	16,5	39,5
Difficultés d'accès aux financements	39,9	28,1	32	60,1
Difficultés d'approvisionnement	29,8	23,4	46,8	70,2
Hausse des cours des matières premières	16	26,7	57,3	84
Rareté de la matière première	28,2	22,2	49,6	71,8
Accroissement du prix du fret	14,8	28,7	56,6	85,3
Extension du PECAE	47,5	21,8	30,7	52,5
Allongement des délais de passage portuaire	27	39,1	33,9	73
Insuffisance / perturbations de la distribution de l'énergie électrique	19	40,1	40,8	80,9
Concurrence déloyale	29,9	32,6	37,5	70,1
Tracasseries administratives	25,7	52,1	22,2	74,3
Fiscalité (Impôts et douanes)	32,3	40,6	27,1	67,7
Retards de paiement (décomptes des marchés publics, crédits de TVA, délais clients)	37,9	27,4	34,7	62,1
Difficultés liées à la réglementation de change	25,6	42,1	32,2	74,3
Insécurité dans les Régions du NW & SW	24	43,3	32,7	76
Mauvaise qualité du réseau routier	20	44,3	35,7	80
Mauvaise qualité des télécommunications (téléphone, internet, ...)	24	39	37	76
Relèvement des coûts de passage portuaire	28,2	37,6	34,2	71,8
COVID-19	30,6	53,1	16,3	69,4

Tableau 8: Perception des Forces (en %) au 2^{ème} trimestre 2022

	Peu important		Important		Très important		AU MOINS IMPORTANT	
Hausse de la demande / opportunités de marchés	35,2	↗	45,7	↘	19,1	↘	64,8	↘
Accessibilité / disponibilité des facteurs (matières premières, main d'œuvre...)	61,5	↗	21,3	↘	17,2	↗	38,5	↘
Statut de Zone Economiquement Sinistrée des régions du SW, NW et EN]	0	→	0	→	0	→	0	→
Mesures gouvernementales de soutien face à la Covid 19	80,3	↗	16,4	↘	3,3	↘	19,7	↘
Accroissement de la demande de certains biens et services liés au Covid 19	72,6	↗	22,6	↘	4,8	↘	27,4	↘
Dispositions de la loi de Finance	66,2	↗	24,1	↘	9,8	↗	33,9	↘
La commande publique	77,5	↗	12,4	↘	10,1	↗	22,5	↘
Décentralisation]	0	→	0	→	0	→	0	→

TABLEAUX SECTORIELS

INDUSTRIE

Tableau 9 : Perception des Tendances de l'activité au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans les industries Agroalimentaires

	Baisse		Stable		Hausse		Solde d'opinion au	
	(a)				(c)		(c-a)	
Chiffre d'Affaires	47	↘	11	↘	42	↗	-5	↗
Ventes	58	↘	16	↗	26	↗	-32	↗
Coûts de production	11	↘	21	↘	68	↗	58	↗
Coûts d'approvisionnement	6	↘	6	↘	88	↗	82	↗
Stocks de matières premières	53	↘	32	↗	16	↗	-37	↗
Stocks de produits finis	39	↘	33	↗	28	↗	-11	↗
RN	78	↗	11	↘	11	↘	-67	↘
Trésorerie	67	↘	17	↘	17	↗	-50	↗
Endettement (CT)	11	↘	28	↘	61	↗	50	↗
Endettement (MT & LT)	22	↘	56	↘	22	↗	0	↗
Effectifs	16	↘	63	↗	21	↗	5,3	↗

Tableau 10 : Perception des faiblesses au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans les industries Agroalimentaires

	0.0	2T2021	1T2022	2T2022
Difficultés d'approvisionnement		87,5	94,4	100,0
Hausse des cours des matières premières			94,4	100,0
Accroissement du prix du fret			94,1	100,0
Insuffisance / perturbations de la distribution de l'énergie électrique		81,3	100,0	94,8
Rareté de la matière première			88,9	94,5

Mauvaise qualité du réseau routier	75,0	88,9	84,2
Relèvement des coûts de passage portuaire	73,3	83,3	84,2
Difficultés liées à la réglementation de change	62,6	72,2	83,3
Tracasseries administratives	81,3	83,3	73,7
Fiscalité (Impôts et douanes)		83,3	73,7
Allongement des délais de passage portuaire		72,2	72,2
Insécurité dans les Régions du NW & SW	75,0	72,2	68,5
Mauvaise qualité des télécommunications (téléphone, internet, ...)	62,6	94,4	66,6
Concurrence déloyale	75,0	88,3	61,1
Extension du PECAE		77,8	58,8
Perturbation climatique		66,7	53,0
COVID-19]		61,1	52,9
Difficultés d'accès aux financements	50,1	50,0	52,7
Insuffisance de la demande	62,6	61,1	36,9
Retards de paiement (décomptes des marchés publics, crédits de TVA, délais clients)	53,3	50,0	36,9
Difficultés d'approvisionnement	31,3	44,4	26,3

SERVICES

Tableau 11 : Perception des Tendances de l'activité au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans le Commerce

	Baisse (a)		Stable		Hausse (c)		Solde d'opinion au (c-a)	
	Chiffre d'Affaires	33,3	↘	40,7	↗	25,9	↗	-7,4
Ventes	37,5	↘	29,2	↘	33,3	↗	-4,2	↗
Coûts d'approvisionnement	11,1	↗	44,4	↗	44,4	↘	33,3	↘
RN	26,7	↘	40	↗	33,3	↗	6,6	↗
Trésorerie	40	↘	40	↗	20	↗	-20,0	↗
Endettement (CT)	52	↘	32	↗	16	↗	-36,0	↗
Effectifs	20	↘	53,3	↘	26,7	↗	6,7	↗

Tableau 12 : Perception des faiblesses au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans le Commerce

	2T2021	1T2022	2T2022
Concurrence déloyale	84,6	83,3	89,5
Accroissement du prix du fret		90,0	89,4
Insécurité dans les Régions du NW & SW	65,4	83,9	80,9
Difficultés liées à la réglementation de change	91,6	78,6	77,8
Allongement des délais de passage portuaire		80,8	76,5
Mauvaise qualité du réseau routier	80,0	86,7	75,0
Difficultés d'approvisionnement	76,9	92,3	72,2
Tracasseries administratives	79,2	86,6	71,5
Relèvement des coûts de passage portuaire	86,4	87,5	70,6
Fiscalité (Impôts et douanes)		92,9	70,0
Insuffisance / perturbations de la distribution de l'énergie électrique	68,0	77,4	68,4
COVID-19]		72,4	68,4
Mauvaise qualité des télécommunications (téléphone, internet, ...)	84,6	83,9	66,7
Perturbations climatiques		57,7	66,7
Extension du PECAE		73,9	66,7
Insuffisance de la demande	72,0	73,3	63,2
Retards de paiement (décomptes des marchés publics, crédits de TVA, délais clients)	91,0	75,9	52,9
Difficultés d'accès aux financements	72,0	73,4	52,4
Insuffisance des capacités	37,5	64,3	42,2

Tableau 13 : Perception des Tendances de l'activité au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans les Banques et assurances

	Baisse		Stable		Hausse		Solde d'opinion au	
	(a)				(c)		(c-a)	
Chiffre d'Affaires	23,8	↘	19	↔	57,1	↗	33,3	↗
Ventes	33,3	↘	8,3	↘	58,3	↗	25,0	↗
RN	47,1	↗	17,6	↗	35,3	↘	-11,8	↘
Trésorerie	11,8	↘	41,2	↗	47,1	↘	35,3	↗
Endettement (CT)	0	→	42,9	↘	57,1	↗	57,1	↗
Endettement (MT & LT)	28,6	↗	42,9	↘	28,6	↗	0,0	→
Effectifs	20	↗	65	↗	15	↘	-5,0	↘

Tableau 14 : Perception des faiblesses 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans les Banques et assurances

0,0	2T2021	1T2022	2T2022	
Insécurité dans les Régions du NW & SW		90,9	80,9	100,0
Mauvaise qualité des télécommunications (téléphone, internet, ...)		76,2	80,0	86,7
Mauvaise qualité du réseau routier		50,0	50,0	85,7
Insuffisance / perturbations de la distribution de l'énergie électrique		54,6	61,1	78,6
Difficultés liées à la réglementation de change		68,1	66,7	75,0
Accroissement du prix du fret			14,2	72,8
COVID-19]			68,4	72,2
Fiscalité (Impôts et douanes)			68,4	71,5
Rareté de la matière première			26,7	66,7
Hausse des cours des matières premières			25,0	66,6
Concurrence déloyale		95,4	63,1	66,6
Tracasseries administratives		78,2	57,9	64,3
Retards de paiement (décomptes des marchés publics, crédits de TVA, délais clients)		76,2	84,2	61,6
Insuffisance de la demande		86,3	52,4	57,9
Relèvement des coûts de passage portuaire		33,3	27,8	44,4
Allongement des délais de passage portuaire			11,8	44,4
Insuffisance des capacités		27,3	28,6	40,0
Difficultés d'approvisionnement		30,0	29,4	36,4
Perturbations climatiques			27,8	36,4
Difficultés d'accès aux financements		28,6	25,0	35,2
Extension du PECAE			6,7	25,0

Tableau 15 : Perception des Tendances de l'activité 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans le Transport

	Baisse		Stable		Hausse		Solde d'opinion au	
	(a)				(c)		(c-a)	
Chiffre d'Affaires	7,1	↘	42,9	↔	50	↗	42,9	↗
Ventes	10	↘	30	↘	60	↗	50,0	↗
RN	30,8	↘	38,5	↘	30,8	↗	0,0	↗
Trésorerie	45,5	↗	45,5	↗	9,1	↘	-36,4	↘
Endettement (CT)	12,5	↘	50	↘	37,5	↗	25,0	↗
Endettement (MT & LT)	0	↘	62,5	↘	37,5	↗	37,5	↗
Effectifs	14,3	↘	64,3	↗	21,4	↗	7,1	↗

Tableau 16 : Perception des faiblesses au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans le **Transport**

	0,0	2T2021	1T2022	2T2022
Accroissement du prix du fret			64,3	100,0
Mauvaise qualité du réseau routier		77,0	61,1	100,0
Insécurité dans les Régions du NW & SW		42,9	73,7	88,9
Insuffisance / perturbations de la distribution de l'énergie électrique		46,2	72,2	80,0
Retards de paiement (décomptes des marchés publics, crédits de TVA, délais clients)		77,0	73,6	80,0
Difficultés liées à la réglementation de change		75,0	64,7	75,0
Relèvement des coûts de passage portuaire		46,2	62,5	71,5
Perturbations climatiques			35,7	71,4
Tracasseries administratives		61,6	63,1	70,0
Hausse des cours des matières premières			62,6	66,6
Allongement des délais de passage portuaire			68,8	62,5
Mauvaise qualité des télécommunications (téléphone, internet, ...)		42,8	66,7	60,0
COVID-19]			55,0	55,6
Rareté de la matière première			61,6	55,5
Fiscalité (Impôts et douanes)			72,2	55,5
Concurrence déloyale		85,7	78,9	55,5
Insuffisance de la demande		92,3	70,0	54,6
Difficultés d'accès aux financements		42,8	57,1	50,0
Extension du PECAE			71,4	42,9
Difficultés d'approvisionnement		36,4	27,8	37,5
Insuffisance des capacités		30,8	35,0	22,2

Tableau 17 : Perception des Tendances de l'activité au 1er trimestre 2022 (en %) par secteur : **Services aux Entreprises**

	Baisse		Stable		Hausse		Solde d'opinion au	
	(a)		(b)		(c)		(c-a)	
Chiffre d'Affaires	19,4	↘	41,9	↗	38,7	↗	19,3	↗
Ventes	11,8	↘	41,2	↗	47,1	↗	35,3	↗
Coûts de production	8,3	↘	50	↗	41,7	↘	33,4	↗
Coûts d'approvisionnement	7,7	↘	38,5	↗	53,8	↗	46,1	↗
Stocks de matières premières	37,5	↗	37,5	↘	25	→	-12,5	↘
Stocks de produits finis	25	→	37,5	↘	37,5	↗	12,5	↗
RN	19,2	↘	42,3	↗	38,5	↗	19,3	↗
Trésorerie	34,6	↘	42,3	↘	23,1	↗	-11,5	↗
Endettement (CT)	15,4	↘	61,5	↗	23,1	↗	7,7	↗
Endettement (MT & LT)	7,1	↘	64,3	↘	28,6	↗	21,5	↗
Effectifs	6,7	↘	83,3	↗	10	↘	3,3	↘

Tableau 18 : Perception des faiblesses au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans les : **Services aux Entreprises**

0,0	2T2021	1T2022	2T2022
Concurrence déloyale	95,5	86,4	86,9
Tracasseries administratives	71,5	88,0	82,6
Insuffisance / perturbations de la distribution de l'énergie électrique	63,2	95,0	82,6
Allongement des délais de passage portuaire COVID-19]		54,6	82,4
Relèvement des coûts de passage portuaire	40,0	50,0	77,8
Retards de paiement (décomptes des marchés publics, crédits de TVA, délais clients)	77,3	88,8	77,7
Mauvaise qualité des télécommunications (téléphone, internet, ...)	86,4	90,9	75,0
Fiscalité (Impôts et douanes)		85,7	73,7
Difficultés liées à la réglementation de change	52,3	68,4	73,7
Hausse des cours des matières premières		68,8	73,7
Mauvaise qualité du réseau routier	71,5	73,9	71,4
Accroissement du prix du fret		73,3	70,6
Difficultés d'accès aux financements	59,1	66,7	68,0
Extension du PECAE		54,6	64,3
Insuffisance de la demande	68,1	64,0	62,0
Insécurité dans les Régions du NW & SW	55,0	77,2	60,9
Difficultés d'approvisionnement	45,0	64,7	60,0
Rareté de la matière première		75,0	60,0
Perturbations climatiques		61,9	50,0
Insuffisance des capacités	47,6	45,4	40,9

Tableau 19 : Perception des Tendances de l'activité au 1er trimestre 2022 (en %) par secteur : **Autres services**

	Baisse		Stable		Hausse		Solde d'opinion au	
	(a)				(c)		(c-a)	
Chiffre d'Affaires	42,9	↗	28,6	↘	28,6	↘	-14,3	↘
Ventes	44,4	↗	33,3	↗	22,2	↘	-22,2	↘
Coûts de production	0	↘	44,4	↘	55,6	↗	55,6	↗
Coûts d'approvisionnement	0	↘	28,6	↘	71,4	↗	71,4	↗
Stocks de matières premières	28,6	↘	57,1	↗	14,3	↘	-14,3	↘
Stocks de produits finis	28,6	↘	57,1	↗	14,3	→	-14,3	↗
RN	57,1	↗	35,7	↘	7,1	↘	-50,0	↘
Trésorerie	53,8	↗	46,2	↗	0	↘	-53,8	↘
Endettement (CT)	10	↗	60	↘	30	↗	20,0	↗
Endettement (MT & LT)	18,2	↗	63,6	↘	18,2	↗	0,0	↗
Effectifs	28,6	↗	64,3	↗	7,1	↘	-21,5	↘

Tableau 20 : Perception des faiblesses au 2^{ème} trimestre 2022 (en %) dans les **Autres services**

	2T2021	1T2022	2T2022
Insécurité dans les Régions du NW & SW	87,5	86,7	100,0
Mauvaise qualité des télécommunications (téléphone, internet, ...)	100,0	100,0	100,0
COVID-19]		75,0	100,0
Difficultés d'accès aux financements	77,8	82,4	90,9
Hausse des cours des matières premières		90,9	87,5
Mauvaise qualité du réseau routier	100,0	92,9	80,0
Difficultés d'approvisionnement	85,7	77,0	77,7
Concurrence déloyale	100,0	75,1	72,8
Insuffisance / perturbations de la distribution de l'énergie électrique	100,0	100,0	70,0
Tracasseries administratives	100,0	93,4	70,0
Rareté de la matière première		90,0	62,5
Relèvement des coûts de passage portuaire	57,2	60,0	62,5
Perturbations climatiques		60,0	62,5
Accroissement du prix du fret		75,0	62,5
Allongement des délais de passage portuaire		50,0	57,2
Difficultés liées à la réglementation de change	75,0	69,3	55,5
Insuffisance de la demande	100,0	72,2	54,6
Fiscalité (Impôts et douanes)		68,8	50,0
Retards de paiement (décomptes des marchés publics, crédits de TVA, délais clients)	87,5	73,3	50,0
Extension du PECAE		62,5	42,9
Insuffisance des capacités	71,5	80,0	40,0





FYGYTECH

FYGYTECH est une entreprise créée en 2015 et proposant des solutions technologiques innovantes.

Avec à sa tête M. FANKAM Georges en qualité de Directeur Général, ses activités sont axées sur la cybersécurité, le développement web et la sauvegarde.

Contacts : 680 02 77 32 - **Email :** GEORGES.FANKAM@FYGYTECH.NET

Localisation: BOULEVARD AHMADOU AHIDJO

SITE WEB: www.fygytech.net - **FACEBOOK:** fygytech - **LINKEDIN:** fygytech

ESSFAR

Créée depuis 2018 par Le **Dr Patrick SEUMEN TONOU**, (Promoteur Directeur Général, Diplômé d'un doctorat en Mathématiques appliquées à la finance de l' INRIA Sophia Antipolis (Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique) et ayant à son actif 27 années d'expérience professionnelle), l' **ESSFAR** (Ecole Supérieure des Sciences de la Finance et de l'Assurance et des Risques) offre deux types de formation à savoir :

- Une formation initiale diplômante, qui s'appuie sur le système LMD, dans les spécialités suivantes : Actuariat, Ingénierie Financière, Statistiques, Big Data & Intelligence Artificielle et Systèmes d'Information
- Une formation continue certifiante, pour accompagner les professionnels dans les différentes étapes de leur carrière dans les domaines de Banque-Finance-Assurance-Risque, Systèmes d'Information et Transformations digitales, Statistiques et Big Data, Leadership et Gestion de Projets .

En vue de former des futurs managers de haut niveau, dotés de compétences techniques, professionnelles et personnelles, pour accompagner les évolutions des entreprises, l'ESSFAR développe sa stratégie sur trois points forts :

- **La méthode pédagogique :** une pédagogie par études de cas, orientée vers la pratique, et, des enseignements réalisés à 80% par des experts reconnus dans le secteur.
- **L'ouverture Internationale :** Des contenus en concordance avec ceux de nos Universités partenaires académiques de renommée mondiale telles que les Universités de Paris Dauphine et Tunis, l'Université de Côte d'Azur, et l'Université Nice Sophia Antipolis.
- **L'insertion professionnelle :** Les partenariats avec les entreprises et l'ESSFAR INCUBATEUR mis en place au sein de notre école pour accompagner les étudiants désireux de se lancer dans l'entrepreneuriat.

Contacts : www.essfar.com - contact@essfar.com - Tél : 697 038 327/ 693 447 019



ORIN CONSULTING GROUP

Orin consulting group est un cabinet conseil en stratégie, influence et lobbying qui peut être décliné en deux pôles à savoir le pôle business et entreprises au sein duquel nous accompagnons les entreprises et les chefs d'entreprises dans la prise de décisions stratégiques pour la croissance de leur entreprise. Le deuxième pôle est le pôle politique au sein duquel nous accompagnons les hommes politiques et les partis politiques dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans stratégiques conquérants.

Dirigé par M. N TSAH Hilaire, ce cabinet propose les services ci-après :

- Le conseil stratégique pour dirigeants et dirigeantes et de la gestion de la réputation du patron (accompagnement dans la prise de décision globale ou partielle)
- De la planification stratégique et opérationnelle et de la gestion des projets sensibles
- Des missions de management et de gestion des risques et communication de crises
- La réalisation des études sectorielles et des études de marché.

Contacts : **Téléphone :** 695 33 26 27 - **Email :** legrandhilaire@yahoo.fr

ABONNEMENT POUR INSERTION 2023

(Tenant lieu de bon de commande)

Entreprise:

Donneur d'ordre: Fonction:

E-mail: Tél.: Portable:

Fichier à fournir par l'annonceur (PDF, EPS)

PMI/PME ≤ 3 MILLIARDS				
EMPLACEMENT	MONTANT TTC EN F.CFA			
	Pour 01 parution	Pour 02 parutions	Pour 03 parutions	Pour 04 parutions
2 ^{ème} de couverture	1 000 000 <input type="checkbox"/>	900 000 x 2 <input type="checkbox"/>	850 000 x 3 <input type="checkbox"/>	800 000 x 4 <input type="checkbox"/>
3 ^{ème} de couverture	800 000 <input type="checkbox"/>	750 000 x 2 <input type="checkbox"/>	700 000 x 3 <input type="checkbox"/>	650 000 x 4 <input type="checkbox"/>
4 ^{ème} de couverture	1 000 000 <input type="checkbox"/>	900 000 x 2 <input type="checkbox"/>	850 000 x 3 <input type="checkbox"/>	800 000 x 4 <input type="checkbox"/>
Double page intérieure	1 200 000 <input type="checkbox"/>	1 100 000 x 2 <input type="checkbox"/>	1 000 000 x 3 <input type="checkbox"/>	900 000 x 4 <input type="checkbox"/>
Pleine-page intérieure	450 000 <input type="checkbox"/>	400 000 x 2 <input type="checkbox"/>	350 000 x 3 <input type="checkbox"/>	300 000 x 4 <input type="checkbox"/>
Demi-page intérieure	250 000 <input type="checkbox"/>	200 000 x 2 <input type="checkbox"/>	170 000 x 3 <input type="checkbox"/>	150 000 x 4 <input type="checkbox"/>

GRANDES ENTREPRISES				
EMPLACEMENT	MONTANT TTC EN F.CFA			
	Pour 01 parution	Pour 02 parutions	Pour 03 parutions	Pour 04 parutions
2 ^{ème} de couverture	1 200 000 <input type="checkbox"/>	1 100 000 x 2 <input type="checkbox"/>	1 000 000 x 3 <input type="checkbox"/>	900 000 x 4 <input type="checkbox"/>
3 ^{ème} de couverture	1 000 000 <input type="checkbox"/>	900 000 x 2 <input type="checkbox"/>	850 000 x 3 <input type="checkbox"/>	800 000 x 4 <input type="checkbox"/>
4 ^{ème} de couverture	1 200 000 <input type="checkbox"/>	1 100 000 x 2 <input type="checkbox"/>	1 000 000 x 3 <input type="checkbox"/>	900 000 x 4 <input type="checkbox"/>
Double page intérieure	1 500 000 <input type="checkbox"/>	1 300 000 x 2 <input type="checkbox"/>	1 200 000 x 3 <input type="checkbox"/>	1 100 000 x 4 <input type="checkbox"/>
Pleine-page intérieure	600 000 <input type="checkbox"/>	550 000 x 2 <input type="checkbox"/>	450 000 x 3 <input type="checkbox"/>	400 000 x 4 <input type="checkbox"/>
Demi-page intérieure	350 000 <input type="checkbox"/>	300 000 x 2 <input type="checkbox"/>	250 000 x 3 <input type="checkbox"/>	200 000 x 4 <input type="checkbox"/>



Nous joignons à la présente fiche, le paiement d'un montant TTC de FCFA (en lettre)

Modalités de paiement: Chèque Espèces Virement à l'ordre du **GICAM**

Compte N°: 10001 06800 9589890 1001 - 48 BICEC - B.P. 1925 Douala

NB: Cette fiche est un bon de commande irrévocable, une fois signée par le souscripteur

Fait à le.....

**Signature et cachet précédés
de la mention "lu et approuvé"**

